



**BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI**

**البنك المركزي الجيبوتي**



**RAPPORT ANNUEL**

**2017**

**Banque Centrale de Djibouti**



# **RAPPORT ANNUEL**

**2017**

# SOMMAIRE

## PREMIERE PARTIE – L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET LA SITUATION DE L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

### CHAPITRE -I- L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET REGIONAL

#### I- LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL P.13

- 1-1 LA CROISSANCE MONDIALE
- 1-2 LE REBOND DU COMMERCE MONDIAL
- 1-3 L'INFLATION

#### II- LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS REGION P.16

- 2-1 L'ÉTHIOPIE
- 2-2 L'ÉRYTHREE
- 2-3 LE YEMEN

### CHAPITRE -II- L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE P.20

#### I- LE SECTEUR PRIMAIRE P.20

- 1-1 L'AGRICULTURE
- 1-2 L'ELEVAGE
- 1-3 LA PECHE

#### II- LE SECTEUR SECONDAIRE P.22

- 2-1 L'ENERGIE ELECTRIQUE
- 2-2 L'EAU

#### III- LE SECTEUR TERTIAIRE P.24

- 3-1 LE TRAFIC DU PORT DE DJIBOUTI SOCIETE ANONYME
- 3-2 LE TRANSPORT ROUTIER

## DEUXIEME PARTIE - LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTERIEUR

### CHAPITRE -I- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

#### I- LES RECETTES BUDGETAIRES ET LES DONNS P.27

- 1-1 LES RECETTES BUDGETAIRES
- 1-2 LES DONNS

#### II- LES DEPENSES TOTALES P.29

- 2-1 LES DEPENSES COURANTES
- 2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS

#### III- LE SOLDE BUDGETAIRE P.31

### CHAPITRE -II- LA MONNAIE ET LE CREDIT

#### I- LA MONNAIE P.32

- 1-1 LA MASSE MONETAIRE
- 1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE

#### II- LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT P.38

- 2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
- 2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE

#### III- LES CONCOURS BANCAIRES P.42

- 3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE
- 3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES
- 3-3 EVOLUTION DU COUT DU CREDIT

### CHAPITRE -III - LE SECTEUR EXTERIEUR

#### I- LA BALANCE DES PAIEMENTS P.45

- 1-1 LE COMPTE COURANT
- 1-2 LA BALANCE COMMERCIALE
- 1-3 LA BALANCE DES SERVICES
- 1-4 LA BALANCE DES REVENUS
- 1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS
- 1-6 LE COMPTE DU CAPITAL
- 1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

#### II- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE P.50

#### III- LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE P.51

**TROISIEME PARTIE – LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE ET  
L'EVOLUTION DE LA STABILITE FINANCIERE**

**CHAPITRE -I- LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE**

<b>I- LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE</b>	<b>P.54</b>
<b>II- LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>P.57</b>
<b>III- LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE</b>	<b>P.59</b>
<b>IV- LA DIFFUSION DES STATISTIQUES MONETAIRES</b>	<b>P.60</b>
<b>V- LES ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER</b>	<b>P.61</b>
<b>VI- LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS</b>	<b>P.63</b>
<b>VII- LE SERVICE RELATIONS EXTERIEURES</b>	<b>P.67</b>
<b>VIII- LA SUPERVISION BANCAIRE</b>	<b>P.68</b>
<b>IX- LE SERVICE DES ETUDES</b>	<b>P.71</b>

**CHAPITRE -II- L'EVOLUTION DE LA STABILITE FINANCIERE**

<b>I- LES PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS DU SERVICE DE LA SUPERVISION BANCAIRE</b>	<b>P.73</b>
<b>II- LA STRUCTURE DU SECTEUR FINANCIER</b>	<b>P.73</b>
<b>III- L'EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS</b>	<b>P.74</b>
<b>IX- L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE BANCAIRE</b>	<b>P.77</b>

## GLOSSAIRE

<b>AID :</b>	Aéroport International de Djibouti
<b>ASEAN :</b>	Association of Southeast Asian Nations (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est)
<b>BAD :</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BCD :</b>	Banque Centrale de Djibouti
<b>BMCE :</b>	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
<b>BID :</b>	Banque Islamique pour le Développement
<b>BRED :</b>	Banque Régionale d'Escompte et de Dépôt
<b>CAF :</b>	Coût Assurance Fret
<b>CE :</b>	Communauté Economique
<b>CPEC :</b>	Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit de Djibouti
<b>COMESA :</b>	Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)
<b>DCT</b>	Doraleh Terminal Containers
<b>Dollar US :</b>	Dollar Américain
<b>EURL :</b>	Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
<b>FDJ :</b>	Franc Djibouti
<b>EDD :</b>	Electricité de Djibouti
<b>FAD :</b>	Fonds Africain de Développement
<b>FADES :</b>	Fonds Arabe de Développement Economique et Social
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organisation
<b>FOB :</b>	Franco à Bord
<b>FMI :</b>	Fonds Monétaire International
<b>FSD :</b>	Fonds Saoudien de Développement
<b>HDTL</b>	Horizons Djibouti Terminal Limited
<b>IDA :</b>	International Development Association
<b>IDE :</b>	Investissements Directs Etrangers
<b>INDS :</b>	Initiative Nationale pour le Développement Social
<b>IGAD :</b>	Intergovernmental Authority on Development (Autorité Intergouvernementale pour le Développement)
<b>LBC-FT :</b>	Lutte contre le Blanchiment des Capitaux-Financement du Terrorisme
<b>MB :</b>	Ministère du Budget
<b>MEFIP :</b>	Ministère de l'Economie et des Finances, chargé de l'Industrie
<b>MENAGAFI :</b>	Groupement d'Action Financière au Moyen Orient et en Afrique du Nord
<b>Mwh :</b>	Mégawatt heure
<b>M<sup>3</sup> :</b>	Mètre cube
<b>OCDE :</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
<b>ONEAD :</b>	Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti
<b>OPEP :</b>	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
<b>PDSA :</b>	Port de Djibouti Société Anonyme
<b>PEG :</b>	Position Extérieure globale
<b>PIB :</b>	Produit Intérieur Brut

<b>SARL :</b>	Société Anonyme à Responsabilité Limitée
<b>SRE :</b>	Service des Relations Extérieures
<b>SRF :</b>	Service de Renseignements Financiers
<b>SSB :</b>	Service de la Supervision Bancaire
<b>TOFE :</b>	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
<b>TM :</b>	Tonnes Métriques
<b>TVA :</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>UEM :</b>	Union Economique et Monétaire



## PREFACE

La progression de l'activité s'est affermie en 2017 avec une hausse du PIB mondial atteignant 3,8%, contre 3,2% en 2016 et 3,4% en 2015. Deux tiers des pays représentant environ trois quarts de la production mondiale ont enregistré une croissance plus rapide en 2017 que l'année 2016, où la croissance la plus faible depuis la crise financière internationale avait été réalisée. La croissance mondiale enregistrée en 2017 est, en outre, la plus élevée depuis 2011.

L'augmentation de l'activité mondiale, amorcée en 2016, s'est accélérée en 2017, du fait d'un affermissement de la croissance de la demande intérieure dans les pays avancés et en Chine, ainsi que d'une amélioration des résultats dans d'autres grands pays émergents. La reprise soutenue de l'investissement mondial a, par ailleurs, stimulé l'activité dans le secteur manufacturier, et la croissance du commerce mondial est restée solide après le ralentissement observé au second trimestre de l'année 2017.

Dans ce contexte, la croissance moyenne du PIB des économies avancées est passée de 1,7% en 2016 à 2,3% en 2017, avec les Etats-Unis et la zone Euro affichant le même taux de croissance (2,3%) au terme de 2017. Le groupe des pays émergents et pays en développement ont vu, quant à eux, leur croissance moyenne légèrement monter de 4,4% à 4,8%, d'une année à l'autre. Dans ce groupe de pays, l'Afrique subsaharienne a vu la croissance de son PIB moyen grimper de 1,4% en 2016 à 2,8% en 2017.

Selon les prévisions, la croissance mondiale devrait se renforcer et atteindre 3,9% en 2018 et en 2019, portée par une accélération attendue dans les pays émergents et les pays en développement, ainsi qu'une croissance résiliente dans les pays avancés.

Avec le rebond des prix du pétrole à la fin du troisième trimestre de l'année, l'inflation globale s'est de nouveau accélérée en fin 2017. L'inflation hors alimentation et énergie est restée cependant, généralement faible. Cette dernière a commencé à montrer des signes de redressement dans les pays avancés et semble avoir atteint un plus bas niveau dans les pays émergents et les pays en développement.

Ainsi, la hausse des prix à la consommation a atteint 1,7% en 2017 contre 0,8% en 2016 dans les pays avancés, tandis que les pays émergents et ceux en développement ont vu leur niveau d'inflation ramener de 4,3 à 4,0%, d'une année à l'autre.

Sur le plan économique national, l'activité est restée vigoureuse en 2017 avec une croissance du PIB de 7%, contre 6,5% en 2016. Outre l'importante contribution des investissements publics et privés, la forte dynamique des activités dans les secteurs des transports, des télécommunications, de la construction et des activités financières, a été le moteur de la croissance économique. Djibouti figure ainsi parmi les pays les plus performants en Afrique en termes de croissance.

Le niveau général des prix à la consommation s'est inscrit en baisse avec un taux d'inflation, en glissement annuel, se situant à -0,8% en 2017 après la hausse de 2,4% enregistrée en 2016.

Le budget de l'Etat s'est établi à 117,2 milliards FDJ en 2017, contre 119,8 milliards FDJ en 2016, soit une baisse annuelle de 2,2%, en comparaison de la hausse de 4% enregistrée en 2016. L'augmentation des recettes, d'une part et, le recul des dépenses, d'autre part, ont eu cependant un impact positif sur l'équilibre budgétaire qui s'est soldé, à fin 2017,



par un déficit public limité à 0,3% du PIB, en nette progression par rapport au déficit de 2,1% enregistré en 2016.

En lien avec la dynamique économique nationale et la vigueur du secteur financier, l'accélération de la masse monétaire M3 est restée soutenue en 2017, s'établissant à 370,5 milliards FDJ, contre 308,8 milliards FDJ à fin 2016, cette dernière a ainsi enregistré une hausse annuelle de 20%.

Dans le même temps, la situation patrimoniale des banques en activité s'est accrue de 21,2%, passant de 361,6 milliards FDJ à 438,1 milliards FDJ, entre décembre 2016 et décembre 2017. Cette progression a été caractérisée d'une part, par l'accroissement des dépôts de la clientèle (+26%) et la consolidation des fonds propres (+17%) et, d'autre part, par le renforcement du financement bancaire de l'économie, avec un encours net de crédit, passé de 93,1 milliards FDJ à 102,3 milliards FDJ, d'une année à l'autre. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie (y compris le hors bilan) a conservé en 2017 une proportion quasi-stable à 36% par rapport au niveau observé en 2016.

Au niveau de la situation extérieure, le solde du compte courant a affiché en 2017 un déficit de 52,2 milliards FDJ, contre 30,2 milliards FDJ en 2016, ce qui représente une dégradation de l'ordre de 73% par rapport au déficit de l'année précédente. Ce creusement du solde des transactions courantes provient de l'effet conjugué d'une contraction des soldes des postes excédentaires des services et des transferts courants, du poids important du déficit de la balance commerciale et du déficit historique enregistré pour la première fois par la rubrique des revenus.

La Position Extérieure Globale (PEG) de la République de Djibouti a, de son côté, enregistré un solde net débiteur de 268,1 milliards FDJ, en augmentation de 27% par rapport au niveau de 2016 qui était de 211,1 milliards FDJ. Cette forte évolution du déficit de la position nette, d'une année à l'autre, résulte de l'augmentation de 17% des engagements extérieurs du pays, les avoirs extérieurs n'ayant progressé que de 11%.

Enfin, concernant les activités de la Banque Centrale, notamment en termes de promotion, d'encadrement et de surveillance du système financier, l'année 2017 a été marquée par la poursuite des projets de réformes et la mise en œuvre avancée du vaste chantier de modernisation des infrastructures et de l'architecture financière.

Le train de réformes, initié au début des années 2000 et qui a permis de transformer en profondeur le paysage financier national, vise non seulement à renforcer le cadre réglementaire et de surveillance en convergeant vers les meilleures pratiques et standards internationaux en la matière, mais également à promouvoir le développement et l'essor du secteur financier.

Les réalisations entreprises à ce titre, au cours de l'année 2017, ont concerné la refonte des textes réglementaires relatifs aux créances en souffrance, la composition des fonds propres bancaires, ainsi qu'à la mise en place de nouvelles Circulaires concernant les personnes apparentées, la gouvernance dans les institutions financières et la gestion des risques.

D'importantes avancées ont également été réalisées au niveau de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Il s'agit, entre autres, de : i) l'adoption de Circulaires fixant les obligations des institutions financières et de lignes directrices établissant des standards minimums en conformité avec les normes internationales ; ii) l'adhésion de la Djibouti au Groupe d'Action Financière du Moyen-

Orient et de l'Afrique du Nord ; iii) la signature d'accords internationaux d'échange d'informations ; iv) la mise en place d'un site internet à destination du public et des assujettis, ainsi que d'une plateforme électronique de transmission des déclarations et des données financières.

S'agissant des actions conduites en vue de promouvoir davantage l'expansion et le rayonnement de la place financière locale et, dans le même temps renforcer l'inclusion financière, des réalisations notoires ont vu le jour avec, notamment : i) l'entrée en vigueur du nouveau cadre réglementant les activités de monnaie électronique ; ii) la mise en place du Fonds de Garantie partielle des crédits en direction des PME/PMI avec l'installation de son Conseil d'administration et de sa Direction ; iii) la bonne avancée des activités concernant le projet de modernisation des infrastructures financières nationales. Ce projet vise à la mise sur pied d'un Système de transfert automatisé, intégrant les fonctions de Règlement brut en temps réel (RTGS) et de Chambre de compensation électronique, et l'introduction d'un nouveau système élargi de documentation et d'informations sur les crédits entièrement automatisé et consultable en ligne.

Dans le domaine de la finance islamique, il a été procédé à la mise en place d'un Comité National de la Charia au sein de la Banque Centrale. Ce Comité a pour mission d'aviser et d'informer la Banque Centrale de la conformité des produits financiers et des procédures de fonctionnement des institutions financières islamiques telle que prescrite par la Charia. L'année 2017 a également vu l'organisation, par la Banque Centrale, de la sixième édition du Forum Africain de la Finance Islamique, qui réunit annuellement les grands dirigeants, éminents experts et praticiens de la finance islamique internationale.

Aussi, l'attribution du Global Islamic Finance Awards au Président de la République, SEM Ismaël Omar Guelleh, en septembre 2017, est une consécration et une reconnaissance internationale des importants progrès et de la formidable ascension du système financier Djiboutien, durant cette dernière décennie.

**Ahmed Osman Ali**

**Gouverneur**

## PREMIERE PARTIE – L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET LA SITUATION DE L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

### CHAPITRE I- L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET REGIONAL

#### I- LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

##### 1-1 LA CROISSANCE MONDIALE

La progression de l'activité mondiale s'est affermie en 2017 avec une hausse du PIB mondial atteignant 3,8%, contre 3,2% en 2016 et 3,4% en 2015. Deux tiers des pays représentant environ trois quarts de la production mondiale ont enregistré une croissance plus rapide en 2017 que l'année 2016, où la croissance la plus faible depuis la crise financière internationale avait été réalisée. La croissance mondiale enregistrée en 2017 est, en outre, la plus élevée depuis 2011.

L'augmentation de l'activité mondiale, amorcée en 2016, s'est accélérée en 2017, du fait d'un affermissement de la croissance de la demande intérieure dans les pays avancés et en Chine, ainsi que d'une amélioration des résultats dans d'autres grands pays émergents. La reprise soutenue de l'investissement mondial a, par ailleurs, stimulé l'activité dans le secteur manufacturier, et la croissance du commerce mondial est restée solide après le ralentissement observé au second trimestre de l'année 2017.

Dans les pays avancés, l'accélération de la croissance s'explique presque entièrement par l'investissement, qui est resté faible depuis la crise financière mondiale de 2008-2009 et, a été particulièrement terne en 2016. L'affermissement de la formation brute de capital fixe et une accélération de la constitution de stocks ont contribué à la hausse de l'investissement. Des politiques monétaires accommodantes, des bilans plus solides et de meilleures perspectives ont aidé à débloquer une demande latente de biens d'équipement.

Ainsi, aux États-Unis, la faiblesse de la consommation au premier trimestre s'est avérée temporaire, tandis que l'investissement des entreprises a continué de progresser, en partie du fait d'une reprise dans le secteur de l'énergie. Dans la zone euro et au Japon, l'affermissement de la consommation privée, de l'investissement et de la demande extérieure a stimulé la croissance globale en 2017. Dans la plupart des autres pays avancés, à l'exception notable du Royaume-Uni, la croissance est restée soutenue en 2017 par rapport à 2016, avec une contribution de la demande intérieure et extérieure.

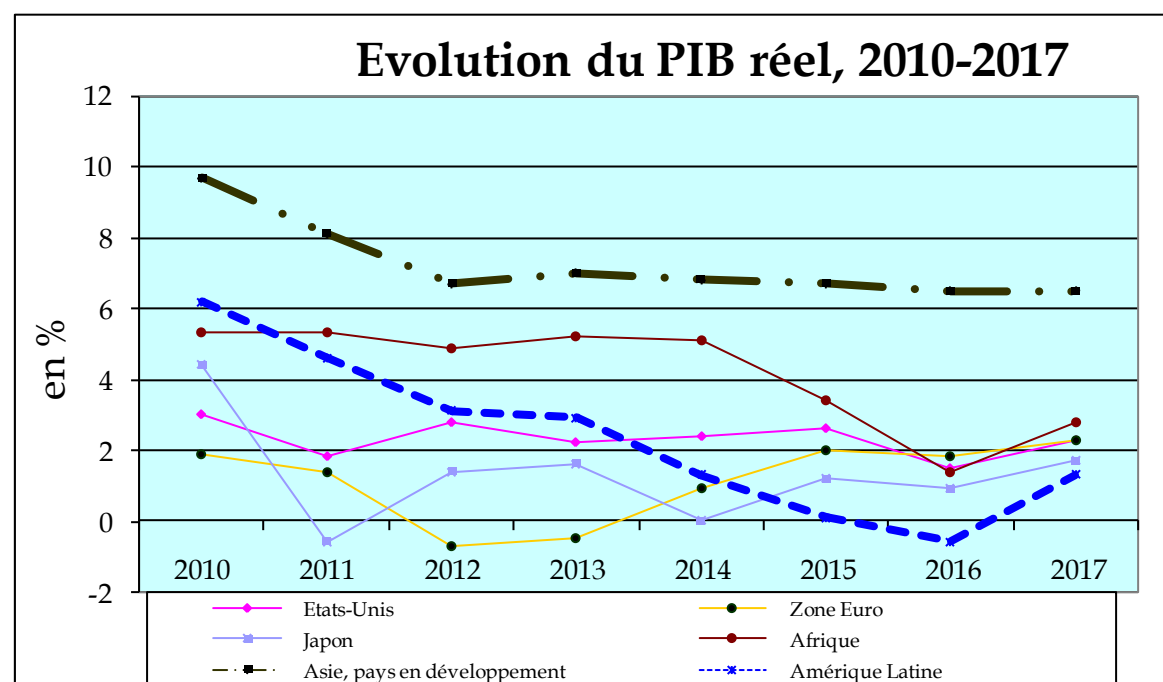
Dans les pays émergents et les pays en développement, l'accélération de la croissance en 2017 tient principalement à une augmentation de la consommation privée. La situation est cependant contrastée entre les pays au sein de ce groupe. En Chine et en Inde, la croissance a été portée par la remontée des exportations nettes et la vigueur de la consommation privée, respectivement, tandis que la croissance de l'investissement a ralenti.

La fin de la contraction de l'investissement dans les pays exportateurs de produits de base qui ont été durement touchés par la chute des prix de ces produits en 2015-2016 (notamment le Brésil et la Russie, mais aussi l'Angola, l'Équateur et le Nigéria) a joué un rôle important dans l'accélération de leur croissance en 2017. Par ailleurs, l'accélération de la croissance de l'investissement fixe (2,3 points au-dessus du niveau de 2016) a



soutenu la croissance dans les autres pays émergents et pays en développement, de même qu'un affermissement de la consommation privée.

Dans ce contexte, la croissance moyenne du PIB des économies avancées est passée de 1,7% en 2016 à 2,3% en 2017, avec les Etats-Unis et la zone Euro affichant le même taux de croissance (2,3%) au terme de 2017. Le groupe des pays émergents et pays en développement ont vu, quant à eux, leur croissance moyenne légèrement monter de 4,4% à 4,8%, d'une année à l'autre. Dans ce groupe de pays, l'Afrique subsaharienne a vu la croissance de son PIB moyen grimper de 1,4% en 2016 à 2,8% en 2017.



Sources : FMI, OCDE, CE

### Perspectives de l'économie mondiale pour 2017-2018

Selon les prévisions, la croissance mondiale devrait se renforcer et atteindre 3,9% en 2018 et en 2019, portée par une accélération attendue dans les pays émergents et les pays en développement, ainsi qu'une croissance résiliente dans les pays avancés.

Il est attendu que l'activité économique dans le groupe des pays avancés progresse de 2,5% en 2018 et de 2,2% en 2019. Les prévisions tablent sur une amélioration des perspectives pour la zone Euro et le Japon, et surtout sur les effets attendus de la politique budgétaire expansionniste des Etats-Unis sur l'économie américaine et à l'étranger.

Aux Etats-Unis, la croissance devrait passer de 2,3% en 2017 à 2,9% en 2018, avant de ralentir légèrement à 2,7% en 2019. Cette évolution est expliquée par l'affermissement de la demande extérieure et l'impact macroéconomique attendus de la réforme fiscale de décembre 2017, en particulier la baisse des taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et la déductibilité temporaire de toutes les dépenses d'investissement, qui devrait stimuler l'activité à court terme.

Dans la zone euro et au Japon, qui sont des moteurs importants de l'affermissement longtemps attendu de l'activité économique dans les pays avancés, la croissance devrait rester supérieure à la tendance en 2018-19. La reprise dans la zone euro devrait s'accélérer

légèrement, la croissance passant de 2,3% en 2017 à 2,4% en 2018, avant de tomber à 2% en 2019.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait encore s'accélérer de 4,8% en 2017 à 4,9% en 2018 et à 5,1% en 2019. Bien que la croissance élevée s'explique principalement par la persistance de solides résultats économiques dans les pays émergents d'Asie, l'accélération attendue tient à une amélioration des perspectives des pays exportateurs de produits de base après trois années d'activité très faible. Au-delà de 2019, la croissance dans les pays émergents et les pays en développement devrait se stabiliser autour de 5% à moyen terme. En Afrique Subsaharienne, la croissance devrait aussi s'accélérer progressivement en 2018 et en 2019, pour atteindre 3,4% et 3,7%, respectivement, car les perspectives moroses des pays exportateurs de produits de base s'améliorent progressivement.

### 1-2 LE REBOND DU COMMERCE MONDIAL

Le commerce mondial, qui est généralement très corrélé avec l'investissement mondial, s'est redressé vigoureusement en 2017 après deux années de faiblesse, avec un taux de croissance réelle de 4,9%, contre 2,3% en 2016 et 2,7% en 2015.

Ce rebond a été plus prononcé dans les pays émergents et les pays en développement (la croissance du commerce passant de 2,2% en 2016 à 6,4% en 2017), du fait d'une hausse du taux de croissance de l'investissement dans les pays exportateurs de produits de base précédemment en difficulté, ainsi que de la reprise de l'investissement dans les pays avancés et de la demande intérieure de manière plus générale.

Parmi les pays avancés, les grands pays exportateurs, tels que l'Allemagne, les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni, ont largement contribué au redressement des exportations, tandis que la reprise des importations a été généralisée, sauf au Royaume-Uni.

Dans les pays émergents et les pays en développement, le rebond de la croissance des exportations a été particulièrement vigoureux dans les pays émergents d'Asie, surtout en Chine. Par contre, le rebond des importations s'explique dans une large mesure par leur hausse dans les pays exportateurs de produits de base.

### 1-3 L'INFLATION

Avec le rebond des prix du pétrole à la fin du troisième trimestre de l'année, l'inflation globale s'est de nouveau accélérée en fin 2017. L'inflation hors alimentation et énergie est restée cependant, généralement faible. Cette dernière a commencé à montrer des signes de redressement dans les pays avancés et semble avoir atteint un plus bas niveau dans les pays émergents et les pays en développement.

Ainsi, la hausse des prix à la consommation a atteint 1,7% en 2017 contre 0,8% en 2016 dans les pays avancés, tandis que les pays émergents et ceux en développement ont vu leur niveau d'inflation ramener de 4,3 à 4,0%, d'une année à l'autre.

La faiblesse persistante de l'inflation dans les pays avancés par rapport aux années d'avant la crise s'explique principalement par les services aux consommateurs non échangés, tels que les services médicaux et l'éducation. La hausse des biens échangés est restée faible, mais n'a pas fléchi.

Dans la plupart des pays avancés, l'inflation hors alimentation et énergie reste inférieure à l'objectif fixé, mais semble être en hausse en réaction à un affermissement de la demande.



Dans beaucoup de pays émergents et de pays en développement, la stabilité récente de la monnaie ou son appréciation vis-à-vis du dollar américain a contribué à maîtriser l'inflation hors alimentation et énergie.

### **L'évolution des prix des produits de base**

Après avoir atteint leur plus bas niveau depuis 10 ans en janvier 2016, les prix du pétrole se sont redressés au cours du second semestre de l'année, en partie du fait de l'accord conclu par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et d'autres pays producteurs pour réduire la production de pétrole. Les cours du pétrole ont cependant baissé au cours du premier semestre de 2017, malgré la prolongation des diminutions de la production jusqu'en 2018, annoncée par l'OPEP et certains pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP. Mais la forte remontée des cours, durant le second semestre, a porté le prix moyen du baril de pétrole sur l'année 2017 à 52,81 USD contre 42,84 USD en 2016, soit un bond de 23,3% d'une année à l'autre, alors que ce cours moyen avait chuté de 15,7% en 2016 et de 47,2% en 2015.

Les prix des métaux et des produits agricoles ont également augmenté, quoique moins rapidement que les prix de l'énergie. Globalement, le cours des matières premières hors combustibles a progressé de 6,8% en 2017, après s'être contracté de 1,5% en 2016.

La hausse des prix des métaux est en phase avec l'affermissement de la croissance dans tous les grands pays. La demande des métaux de base, en particulier l'aluminium, a été vigoureuse, tandis que l'offre a été limitée en partie à cause des baisses des capacités de production chinoises.

## **II- LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS-REGION**

### **2-1 L'ETHIOPIE**

L'économie éthiopienne a fait preuve d'une grande résistance en 2016-2017, dans un contexte de faiblesse persistante des prix mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Éthiopie, et de réapparition de situations de sécheresse dans plusieurs parties du pays. Les interventions du gouvernement pour atténuer l'impact social de la sécheresse, en collaboration avec les partenaires de développement, ont été déployées au bon moment et avec efficacité, limitant ainsi le coût humain.

La croissance du PIB s'est établie à 10,9% en 2017, contre 8% en 2016. L'exécution prudente du budget s'est soldée par un déficit budgétaire inférieur aux prévisions, estimé à 2,5 % du PIB. Le pays a, par ailleurs vu son niveau d'inflation grimper de 7,3% en 2016 à 9,9% en 2017, tandis que son déficit extérieur courant est descendu de 9% à 8,1%, d'une année à l'autre.

Au cours de la décennie écoulée, l'Éthiopie s'est appuyée sur une stratégie de développement soutenue par un niveau d'investissement public et des taux d'intérêt bas. Accordant un rôle prépondérant aux entreprises publiques et au développement d'infrastructures, l'Etat éthiopien a efficacement dirigé la politique économique du pays. Le plan quinquennal de croissance et de transformation (Growth and Transformation Plan – GTP), lancé en novembre 2010, a été reconduit pour une seconde phase (2015-2020) en ciblant les priorités suivantes : modernisation de l'agriculture, essor de l'industrie grâce au développement de parcs industriels, meilleure participation du secteur privé, hausse des exportations pour augmenter la disponibilité en devises, poursuite des grands projets

d'infrastructures. Cette stratégie volontariste a permis à l'Éthiopie d'afficher des taux de croissance élevés, atteignant en moyenne 10,5% entre 2004 et 2016.

Les perspectives de croissance à moyen terme de l'Éthiopie, confortées par des investissements privés importants, l'achèvement de projets d'infrastructures de grande envergure et par la hausse de la productivité, sont favorables et placées sous le signe d'une consolidation des industries d'exportation.

### **2-2 L'ERYTHREE**

L'Érythrée présente une situation économique très difficile à cause notamment, de sécheresses chroniques, d'une politique économique autarcique, de dépenses militaires disproportionnées et des tensions persistantes avec les pays frontaliers. Sa population compte notamment sur les transferts de la diaspora, dont l'Etat prélève 2% pour subvenir à ses besoins.

Les faibles ressources publiques continuent de bénéficier essentiellement à l'armée et n'apportent donc qu'un soutien négligeable à la croissance. Les flux d'investissement étranger, contraints par un environnement des affaires très dégradé, ne permettent pas de compenser le déficit d'investissement public. Seules les ressources minérales (cuivre, zinc, or, argent, potasse) drainent l'investissement étranger, particulièrement chinois. Le secteur minier constitue ainsi le moteur quasi-exclusif de l'activité, avec une hausse du PIB atteignant 5% en 2017, contre 1,9% en 2016.

La consommation privée demeure anémique dans un pays comptant parmi les pays les plus pauvres du monde. En effet, malgré d'importants flux de transferts des expatriés, les revenus des ménages, tirés, pour l'essentiel, d'une agriculture rudimentaire (le secteur emploie près de 80% de la population active) sont faibles. Ils sont de plus rognés par une inflation qui s'est située à hauteur de 9% en 2016 et 2017. Une production agricole insuffisante pour subvenir aux besoins des populations met sous pression les prix des denrées alimentaires. L'inflation, exacerbée par une pénurie de devises qui entravent les importations, est largement responsable d'un nakfa, ancré au dollar, surévalué. Cela se traduit par un écart grandissant entre le taux de change officiel et celui en vigueur sur le marché parallèle.

Le budget militaire, estimé à 25% des dépenses publiques, continue de peser sur le solde budgétaire. L'accroissement des recettes minières pourrait permettre de résorber légèrement cet important déficit, mais la mobilisation des revenus demeure largement insuffisante. Le financement du déficit par la création monétaire alimente l'inflation. La création monétaire est également, au moins partiellement, à l'origine de l'accumulation de dette d'origine domestique plaçant, ainsi, la dette publique à un niveau préoccupant (127% du PIB). Les relations très dégradées avec les bailleurs de fonds empêchent l'Érythrée de bénéficier d'un allègement de sa dette dans le cadre de l'initiative PPTE.

### **2-3 LE YEMEN**

L'escalade du conflit en mars 2015 a considérablement détérioré la situation économique et sociale au Yémen. La production s'est nettement contractée, les revenus des ménages diminuent. Même au-delà de l'augmentation de la pauvreté, la FAO estime que plus de 7 millions de personnes sont exposées au risque de famine en 2017 et que les épidémies de choléra font des ravages dans le pays le plus peuplé de la péninsule Arabique (26,8 millions d'habitants) après l'Arabie saoudite, mais aussi le plus pauvre du Moyen-Orient.

L'économie du Yémen repose historiquement sur trois piliers : l'agriculture, le pétrole et les transferts des travailleurs émigrés, notamment en Arabie saoudite. L'activité économique dans les secteurs de l'agriculture, de la production pétrolière et gazière est demeurée limitée en raison du conflit en cours. En outre, la diminution spectaculaire proportionnelle des recettes publiques, résultant en particulier de la forte baisse de la production pétrolière et gazière, a contribué à l'implosion du dispositif officiel de protection sociale et à l'irrégularité du paiement des salaires des fonctionnaires. De plus, le conflit a entraîné une augmentation de l'inflation et des pressions exercées sur le taux de change, ce qui a davantage grevé le revenu des ménages.

Toutefois, la situation économique a commencé à s'améliorer avec un PIB en baisse de seulement 13,8% en 2017, en comparaison des fortes contractions (-37,1% et -34,3%) enregistrées, respectivement, en 2015 et 2016. Le niveau d'inflation a progressé de 4,9% en 2017, après la chute des prix à la consommation (-20,3%) de 2016. Le déficit du compte courant extérieur s'est, pour sa part, réduit, atteignant -1% en 2017, contre -5,2% en 2016 et -6,5% en 2015.

Les perspectives économiques pour 2018 et les années suivantes dépendront fondamentalement de la rapidité avec laquelle il sera possible d'améliorer la situation politique et sécuritaire et, en fin de compte, de mettre un terme au conflit actuel pour pouvoir reconstruire l'économie et le tissu social du Yémen.

Le rétablissement d'un environnement plus pacifique permettra probablement de reprendre la production d'hydrocarbures, ce qui contribuera à rétablir les recettes publiques. Au regard des perspectives sombres au Yémen, une aide étrangère massive continuerait d'être nécessaire pour son redressement et sa reconstruction après le conflit. Plus particulièrement, il faudra de l'aide étrangère pour rétablir les services de base et restaurer la confiance dans les institutions du pays.

## CHAPITRE -II- L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

L'économie Djiboutienne a enregistré un taux de croissance de 7% en 2017, contre 6,5% en 2016. Outre l'importante contribution des investissements publics et privés, la forte dynamique des activités dans les secteurs des transports, des télécommunications, de la construction et des activités financières, a été le moteur de la croissance économique.

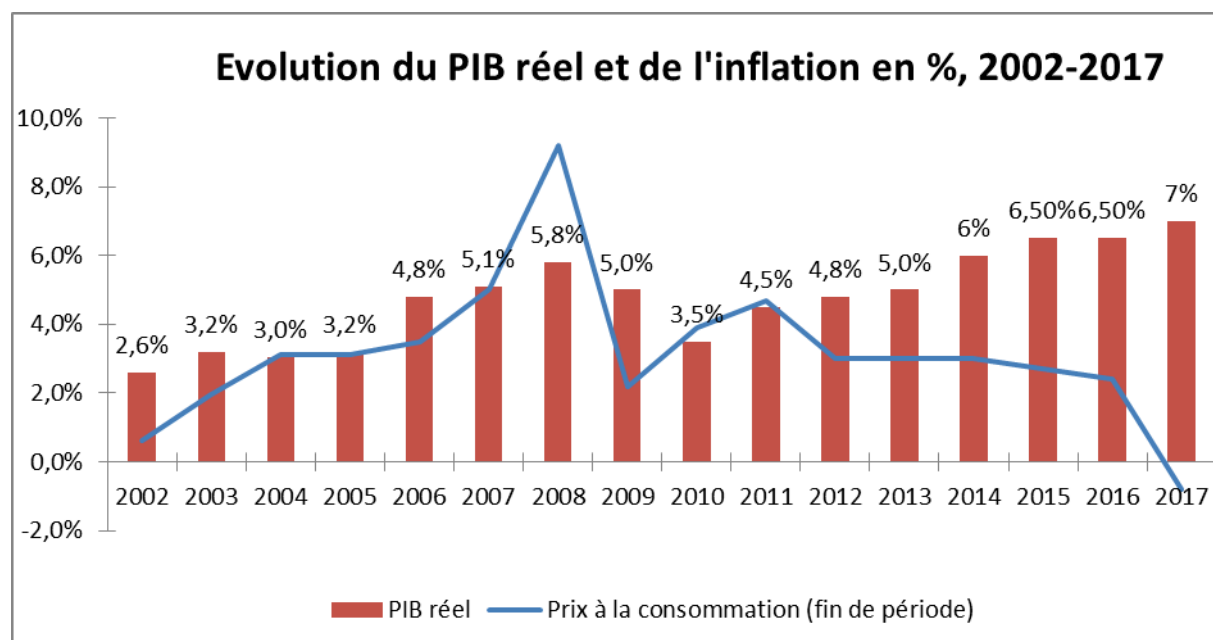
Le niveau général des prix à la consommation s'est inscrit en baisse avec un taux d'inflation, en glissement annuel, se situant à -0,8% en 2017 après la hausse de 2,4% enregistrée en 2016.

Evolution de la production sectorielle, 2012-2017							
En millions FDJ							
Composantes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
<b>PRIMAIRE</b>	<b>7.587</b>	<b>7.935</b>	<b>8.332</b>	<b>9.251</b>	<b>9.899</b>	<b>11.276</b>	<b>13,9%</b>
<b>SECONDAIRE</b>	<b>46.180</b>	<b>51.119</b>	<b>58.364</b>	<b>59.359</b>	<b>66.245</b>	<b>69.280</b>	<b>4,6%</b>
Industries	5.604	5.982	6.572	7.182	8.080	9.006	11,5%
Bâtiment et travaux publics	30.177	33.871	38.952	38.465	42.397	43.647	2,9%
Electricité et eau	10.399	11.266	12.840	13.712	15.768	16.627	5,4%
<b>TERTIAIRE</b>	<b>165.638</b>	<b>174.769</b>	<b>190.097</b>	<b>208.800</b>	<b>227.802</b>	<b>241.642</b>	<b>6,1%</b>
Commerce et tourisme	41.238	43.639	47.166	52.116	56.723	59.927	5,6%
Transports et communications	61.276	65.704	71.957	78.884	86.337	91.823	6,3%
Banques et assurances	30.878	33.029	37.322	39.880	44.421	46.395	4,4%
Services non marchands	28.621	28.583	29.505	33.515	35.765	36.971	3,4%
Autres services marchands	3.625	3.814	4.147	4.405	4.556	6.526	43,2%
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>219.405</b>	<b>233.823</b>	<b>256.793</b>	<b>277.410</b>	<b>303.946</b>	<b>322.198</b>	<b>6,0%</b>
Taxes indirectes nettes	21.164	24.835	25.610	31.278	32.215	34.805	8,0%
<b>PIB Nominal</b>	<b>240.569</b>	<b>258.658</b>	<b>282.403</b>	<b>308.688</b>	<b>336.161</b>	<b>357.003</b>	<b>6,2%</b>

Source : Autorités Djiboutiennes

En 2017, le secteur primaire a enregistré une progression de l'ordre de 13,9%, malgré les conditions climatiques peu favorables, dues aux sécheresses récurrentes dans la sous-région.

Les secteurs secondaire et tertiaire ont, quant à eux, enregistré respectivement, une croissance de 4,6% et de 6,1% en 2017.



Source : Autorités Djiboutiennes

## I- LE SECTEUR PRIMAIRE

Le secteur primaire, qui contribue faiblement à la formation du PIB, connaît tout de même une sensible progression, durant ces dernières années. En 2017, ce secteur a connu une croissance de 13,9%, grâce à la bonne tenue des activités de la pêche et d'exportation de bétail.

### 1- 1 L'agriculture

Avec des conditions climatiques difficiles et peu favorables au développement du secteur agricole, on estime à 10.000 hectares (ha) la superficie de terres arables à Djibouti.

La superficie cultivée en 2017 a atteint 1.441 ha, contre 1.396 ha en 2016, soit une hausse de 3,2%, d'une année à l'autre. La production agricole passant de 8.344 tonnes à 8.964 tonnes entre 2016 et 2017 s'est, quant à elle, accrue de 7,4% sur la période. Dans le même temps, le nombre d'exploitations agricoles est monté de 1.888 à 1.953 structures. Les cultures maraîchères représentent l'essentiel de la production agricole avec 5.700 tonnes en 2017, soit 64% de la production agricole totale.

Données Générales sur le secteur agricole		
Désignation	Campagne agricole 2015/2016	Campagne agricole 2016/2017
Superficies cultivées	1.396 ha	1.441 ha
Nombre d'exploitations agricoles	1.888	1.953
Maraichage, fruitier et Dattier	5.080 tonnes	5.700 tonnes
Fourrage	3.264 tonnes	3.264 tonnes
Autres plantes ornementales, médicinales et agrumes	Non estimé	Non estimé

Source : Direction de l'Agriculture

### 1-2 L'ELEVAGE

Le pays est soumis à un climat tropical semi-aride avec deux saisons (saison chaude et saison fraîche). Les précipitations ne sont pas abondantes, avec une moyenne de 150 mm/an. Elles sont toutefois prédominantes dans les zones côtières pendant la période fraîche et à l'intérieur du pays en saison chaude. Il n'existe pas de cours d'eau permanent, ce sont les eaux résiduelles des crues et les nappes phréatiques qui sont exploitées.

En dépit de ces circonstances peu favorables, l'élevage joue plusieurs rôles de par ses produits, ses revenus et la place qu'il confère dans la société. Il constitue un capital et a une fonction d'épargne. Les activités liées à l'élevage jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire.

L'élevage occupe environ 150.000 personnes dont, notamment des éleveurs nomades, des agro-pastoraux, des commerçants de bétail, des bouchers, des activités et métiers connexes.

Les exportations animales ont connu un accroissement de l'ordre de 184,1% en 2017. Cette hausse est liée à l'augmentation exceptionnelle affichée par les petits ruminants, passant de 156.772 à 595.396 entre 2016 et 2017, soit un bond de 279,8%. La tendance est la même pour les camelins, dont la quantité exportée a augmenté de 151,2% durant cette même période, alors que l'exportation de bovins a reculé de 74,8% entre 2016 et 2017.

Évolution du nombre de bétail exporté, 2010-2017				
Année	Bovins	Petits ruminants	Camelins	Total
2010	49.315	215.393	129.927	394.635
2011	55.943	245.487	76.659	378.089
2012	48.439	449.009	38.053	535.501
2013	45.830	461.464	10.878	518.172
2014	54.777	509.505	3.791	568.073
2015	55.470	350.147	37.444	443.061
2016	55.825	156.772	16.285	228.882
2017	14.040	595.396	40.909	650.345

Source : Direction de l'Élevage



Les cheptels suivis et traités ont connu une croissance de 65,3% entre 2016 et 2017, passant de 107.694 têtes à 178.068 têtes.

Évolution du cheptel suivi et traité 2010 – 2017	
Année	Effectif bétail
2010	112.961
2011	166.798
2012	139.577
2013	116.214
2014	120.686
2015	127.517
2016	107.694
2017	178.068

Source : Direction de l'Élevage

### 1-3 LA PECHE

Le secteur de la pêche constitue un levier efficace de production de richesses, mais aussi d'emplois générateurs de revenus en République de Djibouti. Toutefois, son potentiel est sous-exploité et le secteur contribue encore très faiblement à la formation du PIB.

En 2017, la quantité de poissons pêchée ayant atteint 2.022.463 Kg, contre 2.221.337 Kg en 2016, a enregistré une baisse de 8,9%.

La ville de Djibouti concentre près de 80% du total des quantités pêchées sur l'ensemble du territoire, essentiellement en raison de la forte concentration de la population humaine dans la capitale.

## II-LE SECTEUR SECONDAIRE

### 2-1 L'ENERGIE ELECTRIQUE

En 2017, la production d'électricité a atteint 566.859 Mwh, contre 537.340 Mwh en 2016, soit une progression de 5,5%. La part de l'énergie importée de l'Ethiopie en 2017 s'est établie à 508.198 Mwh, soit un accroissement de 13% par rapport à 2016 où l'énergie importée avait atteint 449.510 Mwh. En proportion, la part de l'énergie importée représente 89,6% en 2017, contre 83,6% en 2016 du volume de production.

La consommation électrique qui s'est fixée à 461.141Mwh en 2017 a augmenté de 9,1% par rapport à son niveau de 2016 qui était de 422.808 Mwh. Comme en 2016, la hausse de la demande est principalement le fait de la consommation des ménages.

La poursuite de la politique des tarifs réduits initiée par la société publique Electricité de Djibouti (EDD) pour les foyers les plus démunis s'est traduite par la poursuite de la hausse du nombre d'abonnés, qui a augmenté de 4,7% en 2017, avec 58.708 foyers raccordés à l'électricité, contre 56.062 foyers branchés en 2016.

Production et consommation d'électricité, 2013-2017						
	2013	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
<b>Production en Mwh</b>	433.442	446.171	492.088	537.340	566.859	5,5%
<b>Consommation en Mwh</b>	341.537	370.234	396.754	422.808	461.141	9,1%
<b>Taux rendement commercial (%)</b>	78,8	82	123	79	81	2,5%
<b>Nombre d'abonnés</b>	47.462	50.061	53.007	56.062	58.708	4,7%
<b>Prix moyen vente (FDJ)</b>	63	52	42	56	56	0%

Source : Électricité De Djibouti

### 2-2 L'EAU

La production d'eau de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti (ONEAD) s'est accrue de 5,8% en 2017, enregistrant un total de 18,9 millions de m<sup>3</sup>, contre 17,9 millions de m<sup>3</sup> en 2016.

La consommation d'eau s'est également inscrite en hausse de 6,6%, passant de 12,3 millions de m<sup>3</sup> à 13,1 millions de m<sup>3</sup> entre 2016 et 2017. Cet accroissement de la consommation d'eau est partagée par l'ensemble de la population vivant tant dans Djibouti-ville que dans les régions de l'intérieur. La consommation d'eau dans la ville de Djibouti représentait 87,5% de la consommation totale.

Production et consommation d'eau, 2013-2017						
	2013	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
<b>Production (milliers m<sup>3</sup>)</b>	18.050	17.267	18.068	17.921	18.965	5,8%
<b>Consommation (milliers m<sup>3</sup>)</b>	9.651	11.062	11.966	12.337	13.155	6,6%
<b>Pertes sur le réseau (%)</b>	46,5	35,9	33,7	31,2	30	-3,8%
<b>Nombre d'abonnés</b>	22.336	25.513	36.165	39.495	41.201	4,3%

Source : ONEAD

Les pertes sur le réseau sont en net recul depuis 2013, liés aux efforts et à la politique de lutte contre la déperdition engagée par l'ONEAD au niveau de son réseau. Le



nombre d'abonnés de l'ONEAD continue de progresser, s'établissant à 41.201 foyers en 2017, contre 39.495 foyers raccordés au réseau d'eau potable en 2016, soit une progression de 4,3%, sur la période.

### III- LE SECTEUR TERTIAIRE

L'économie djiboutienne est une économie basée sur les services dont la contribution à la croissance du PIB demeure soutenue. Le dynamisme du secteur tertiaire, en particulier dans les domaines des transports et des communications, ainsi que les activités financières alimente la forte croissance du pays.

#### 3-1 LE TRAFIC DU PORT DE DJIBOUTI SOCIETE ANONYME

Le trafic total du Port de Djibouti Société Anonyme (PDSA) en 2017, atteignant 10 millions de tonnes métriques en 2017, contre 10,7 millions de tonnes métriques en 2016, a connu une baisse de 7%, d'une année à l'autre. Ce recul s'explique principalement par la diminution du trafic relatif au transit éthiopien et, dans une moindre mesure, du trafic djiboutien de marchandises.

Trafic total du PDSA, 2013-2017						
En tonnes métriques						
	2013	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Marchandises	3.354.892	4.757.359	5.697.906	7.017.817	5.668.744	-19,2%
Djibouti	648.265	749.091	691.193	767.605	586.562	-23,6%
Transit	2.706.231	3.930.366	4.905.282	6.203.551	4.940.795	-20,3%
Transbordement	396	77.902	101.431	46.662	141.387	203%
Hydrocarbures	3.289.255	3.891.917	3.817.945	3.765.198	4.213.636	11,9%
<b>Total</b>	<b>6.644.147</b>	<b>8.649.276</b>	<b>9.515.851</b>	<b>10.783.015</b>	<b>10.023.767</b>	<b>-7,0%</b>

Source : PDSA

Le volume global des marchandises à l'entrée du Port de Djibouti a enregistré une baisse de l'ordre de 19,2% par rapport à l'année dernière passant de 7.017.817 en 2016 à 5.668.744 en 2017. Cette contre-performance s'explique par le recul du transit éthiopien, en baisse de près de 20,3%. Le volume total d'hydrocarbures à l'entrée du Port de Djibouti a, pour sa part, connu une amélioration à hauteur de 11,9%, s'établissant à 4.213.636 en 2017 contre 3.765.198 en 2016.

#### 3-1-1 Le trafic éthiopien

Le trafic éthiopien a connu une baisse de 8,6%, avec 8,5 millions de tonnes métriques en 2017, contre 9,3 millions de tonnes métriques en 2016, tandis que le trafic des hydrocarbures a enregistré une augmentation de 14,9% entre 2016 et 2017.

Evolution du trafic éthiopien, 2013-2017						
En tonnes métriques						
	2013	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Transit Import	2.616.289	3.787.315	4.822.327	6.102.493	4.707.910	-22,8%
Transit Export	89.942	143.051	82.955	101.057	232.885	130,4%
Hydrocarbures	2.826.049	3.730.190	2.944.082	3.113.340	3.576.083	14,9%
<b>Total</b>	<b>5.532.280</b>	<b>7.660.556</b>	<b>7.849.364</b>	<b>9.316.890</b>	<b>8.516.878</b>	<b>-8,6%</b>

Source : PDSA

Les importations de marchandises sèches destinées au marché éthiopien connaissent une baisse de 22,8% en 2017, alors que les exportations éthiopiennes transitant par le port de Djibouti ont, pour leur part, connu un net accroissement de 130% par rapport à 2016.

Part du trafic éthiopien en pourcentage du trafic global, 2013-2017						
	2013	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Marchandises	82,9%	82,6%	86,1%	88,4%	87,1%	-1,5%
Hydrocarbures	89,6%	95,8%	77,1%	82,6%	84,9%	2,8%
<b>Total</b>	<b>86,2%</b>	<b>88,6%</b>	<b>82,5%</b>	<b>85,5%</b>	<b>84,9%</b>	<b>-0,7%</b>

Source : PDSA

La part des importations éthiopiennes d'hydrocarbures a augmenté de 2,8% en 2017, représentant 84,9% du trafic total, contre 82,6% en 2016.

#### 3-1-2 Le trafic djiboutien

En 2017, le trafic djiboutien de marchandises a enregistré une baisse de 3,5% par rapport à 2016, résultant essentiellement de la baisse des importations de marchandises à hauteur de -21% et des importations d'hydrocarbures de l'ordre de -4,9%. Dans le même temps, les marchandises exportées depuis Djibouti ont continué leur progression, avec un accroissement exceptionnel de 280,5% entre 2016 et 2017.

Evolution du trafic djiboutien, 2013-2017						
En tonnes métriques						
	2013	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Importations locales	646.766	727.085	658.020	720.478	568.844	-21,0%
Exportations locales	1.499	22.006	33.173	47.126	179.299	280,5%
Hydrocarbures	463.206	161.727	671.220	545.360	518.692	-4,9%
<b>Total</b>	<b>1.111.471</b>	<b>910.818</b>	<b>1.362.413</b>	<b>1.312.964</b>	<b>1.266.835</b>	<b>-3,5%</b>

Source : PDSA

### 3-2 LE TRANSPORT ROUTIER

Le transport routier sur le corridor international entre le port de Djibouti et l’Ethiopie a enregistré une baisse de 3,3% entre 2016 et 2017, avec un total de 423.066 camions, contre 437.763 camions en 2016. Les revenus générés par le trafic routier ont également connu une baisse de 53,3 millions FDJ, passant de 8,7 millions Dollars US (1,55 milliards FDJ) à 8,4 millions Dollars US (1,49 milliards FDJ).

L’acheminement de la quasi-totalité du trafic de transit vers et en provenance de l’Ethiopie qui se faisait par le biais des camions circulant sur ce corridor routier sera complété par l’acheminement via le train électrique reliant Djibouti-Ethiopie.

Mouvements du trafic routier, 2009-2017					
En nombre de camions					
Année	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	Total annuel
2009	60.584	60.910	61.909	66.724	<b>250.127</b>
2010	65.514	61.498	48.170	46.603	<b>221.785</b>
2011	52.661	53.761	54.166	71.345	<b>231.933</b>
2012	74.168	71.196	69.084	69.124	<b>283.572</b>
2013	70.628	73.371	67.425	76.528	<b>287.952</b>
2014	79.708	77.150	82.614	85.561	<b>325.033</b>
2015	85.736	89.629	96.757	101.604	<b>373.726</b>
2016	105.865	108.466	114.503	108.929	<b>437.763</b>
2017	99.386	107.155	107.170	109.355	<b>423.066</b>

Source : Fonds d’Entretien Routier

## DEUXIEME PARTIE - LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTERIEUR

### CHAPITRE –I- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

Le budget de l’Etat, s’étant établi à 117,2 milliards FDJ en 2017, contre 119,8 milliards FDJ en 2016, a réalisé une baisse annuelle de 2,2%, en comparaison de la hausse de 4% enregistrée en 2016. Toutefois, l’augmentation des recettes, d’une part et, le recul des dépenses, d’autre part, ont eu un impact positif sur l’équilibre budgétaire qui s’est soldé à fin 2017 par un déficit public limité à 0,3% du PIB, en nette progression par rapport au déficit de 2,1% enregistré en 2016.

Tableau des opérations budgétaires de l’État, 2014-2017					
En millions FDJ					
Rubriques	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
<b>Recettes et Dons</b>	<b>87 325</b>	<b>113 740</b>	<b>112 810</b>	<b>116 138</b>	<b>+2,9%</b>
Recettes intérieures	74 127	94 753	105 231	107 212	1,9%
Dons officiels	13 199	18 988	7 579	8 927	+17,8%
<b>Dépenses</b>	<b>97 222</b>	<b>115 240</b>	<b>119 781</b>	<b>117 172</b>	<b>-2,2%</b>
Dépenses courantes	64 566	70 685	83 013	87 024	+4,8%
Investissements	32 656	44 555	36 768	30 147	-18%
<b>Solde global (base ordonnancements, dons inclus)</b>	<b>-9 897</b>	<b>-1 500</b>	<b>-6 972</b>	<b>-1 033</b>	<b>-85,2%</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>-3,5%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-0,3%</b>	
Variations des arriérés (signe moins en positif)	-1 546	-1 698	-1 650	-363	-78%
<b>Solde global, (base caisse)</b>	<b>-11 443</b>	<b>-3 198</b>	<b>-8 622</b>	<b>-1 396</b>	<b>-83,8%</b>
<b>Solde global base caisse (en % du PIB)</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-0,4%</b>	
<b>Financement</b>	<b>11 312</b>	<b>2 716</b>	<b>4 648</b>	<b>1 467</b>	<b>-68,4%</b>
Intérieur	10 524	193	-1 885	-2 602	38,1%%
Extérieur	788	2 523	6 533	4 069	-37,7%
<b>Déficit Résiduel</b>	<b>-131</b>	<b>-482</b>	<b>-3 974</b>	<b>71</b>	<b>-101,8%</b>

Source : Ministère du Budget

### I - LES RECETTES BUDGETAIRES ET DONS

Les ressources publiques mobilisées en 2017 ont atteint 116,1 milliards FDJ, contre 121 milliards FDJ prévus par la Loi de Finance Rectificative (LFR), soit un niveau de réalisation de 95,9% légèrement supérieur au taux de 94,7% établi en 2016. Ces performances sont à mettre au seul crédit de la mobilisation des recettes intérieures, tant

fiscales que non-fiscales, qui ont dépassé les objectifs escomptés. Le chapitre des dons a, pour sa part, accusé, comme en 2016, une contre-performance avec une mobilisation restée en deçà des prévisions de la LFR 2017.

Ainsi, dans l'ensemble, le total des ressources publiques étant passé de 112,8 milliards FDJ en 2016 à 116,1 milliards FDJ en 2017, a progressé de 2,9%, alors qu'il était en recul de 0,8% au terme de l'exercice précédent.

#### 1-1 LES RECETTES BUDGETAIRES

Les recettes budgétaires ont, avec un total de 107,2 milliards FDJ à fin 2017, dépassé légèrement les prévisions initiales qui se montaient à 106,5 milliards FDJ et, ont enregistré une hausse de 1,9% par rapport aux 105,2 milliards FDJ collectés en 2016. Cette évolution résulte essentiellement de la bonne tenue des recettes fiscales et, dans une moindre mesure, des recettes non-fiscales, au cours de l'année 2017.

##### 1-1-1 Les recettes fiscales

Atteignant 66,2 milliards FDJ en 2017, contre 64,9 milliards FDJ en 2016, les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 2% d'une année à l'autre. Les recettes réalisées ne dépassent que très légèrement le montant programmé dans la LFR 2017 qui était de 66,174 milliards FDJ.

Collectés à hauteur de 27,4 milliards FDJ en 2017, les impôts directs ont connu une baisse de 1,1% par rapport à 2016, tandis que les impôts indirects ont, avec un total de 34,8 milliards FDJ à fin 2017, réalisé une hausse de 7,7%, comparativement à 2016. Le recul de l'impôt sur les sociétés explique essentiellement la contraction des recettes directes, d'une année à l'autre.

Les autres recettes fiscales, se montant à 3,98 milliards FDJ en 2017, contre 4,8 milliards FDJ en 2016, ont reculé de 17,1% sur la période et, sont par ailleurs, restées inférieures aux prévisions de la LFR 2017, avec un manque à gagner de 1,1 milliards FDJ.

Les recettes fiscales mobilisées au terme de l'exercice 2017 ont représenté 61,7% des recettes intérieures, soit à un niveau quasi-identique qu'en 2016. Dans le même temps, les surplus réalisés par rapport aux montants projetés par les Loi de Finances ont régressé d'une année à l'autre (2,5 milliards FDJ en 2016, contre seulement 35 millions FDJ en 2017).

##### 1-1-2 Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales, qui ont atteint 41 milliards FDJ au terme de l'année 2017, ont enregistré une progression de 1,7% par rapport aux 40,3 milliards FDJ de recettes réalisées en 2016. Les ressources d'origine non fiscales mobilisées en 2017 ont dépassé les montants attendus qui étaient projetés initialement à 34,5 milliards FDJ (LFI 2017) et à 40,4 milliards FDJ par la LFR 2017.

Les recettes domaniales, collectées à hauteur de 11,9 milliards FDJ en 2017, contre 4,5 milliards FDJ en 2016, se sont accrues de 164,4%, d'une année à l'autre, tout en affichant un taux de réalisation de 104,3% par rapport au montant prévu dans la LFR 2017. Les autres recettes, telles que les redevances sur les produits pétroliers, miniers et produits divers, ont pour leur part reculé de 45,2% en passant de 14,8 milliards FDJ à 8,1 milliards FDJ, entre 2016 et 2017. Ces recettes sont, toutefois, en dépassement de 15,7% par rapport aux prévisions pour l'année 2017.

Les loyers perçus au titre des bases militaires étrangères, atteignant un peu plus de 20,9 milliards FDJ en 2017, sont restés au même niveau qu'en 2016 et affichent un taux de réalisation de 95,8% des montants attendus dans la LFR 2017.

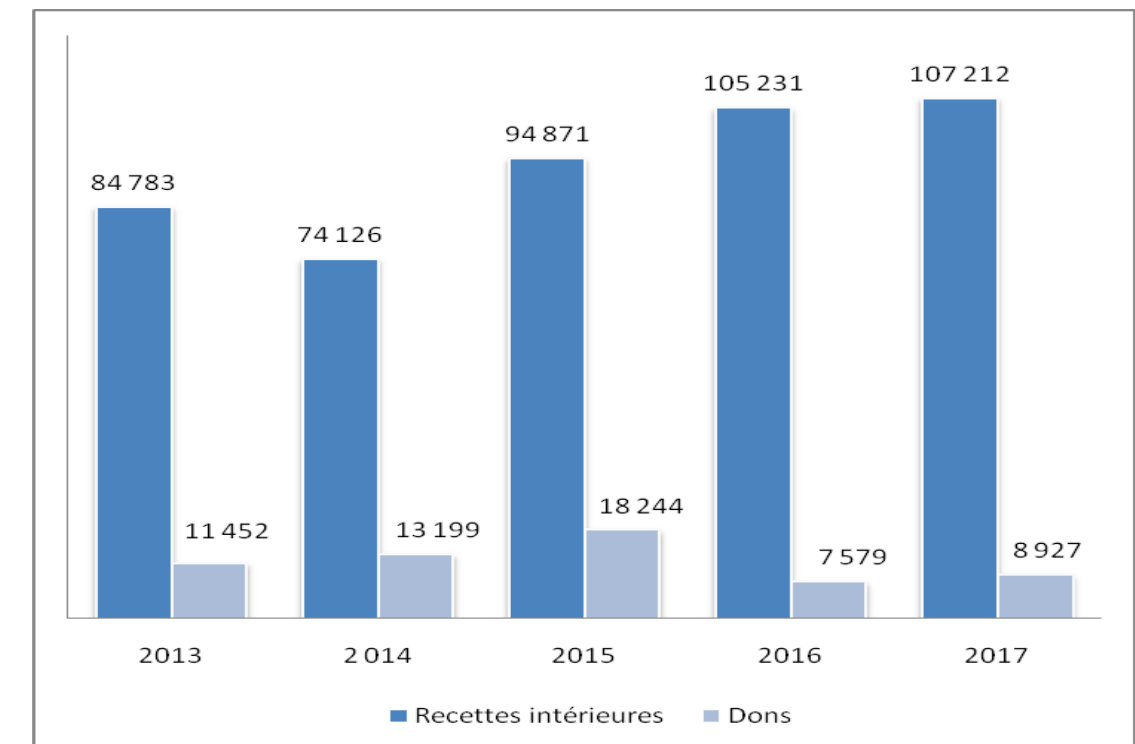
#### 1-2 LES DONNS

Les dons officiels, avec un total de 8,9 milliards FDJ mobilisé en 2017, ont connu une progression de 17,1% en comparaison des 7,6 milliards FDJ réalisés en 2016 et n'ont, par ailleurs, pas atteint le montant (14,5 milliards FDJ) projeté par la LFR 2017.

Les dons affectés aux projets sociaux (383 millions FDJ) et aux investissements publics (4.643 millions FDJ), atteignant au total 5.026 millions FDJ, durant l'exercice 2017, ont régressé de 18,7% par rapport aux 6.183 millions FDJ reçus en 2016. Ces dons n'ont été mobilisés qu'à hauteur de 57,7% du montant visé par la LFR 2017.

Les dons non-affectés aux projets s'étant, pour leur part, monté à 3.901 millions FDJ en 2017, contre 1.396 millions FDJ en 2016, ont ainsi réalisé un bond de 179,4%, d'une année à l'autre, mais n'ont cependant, pas atteint l'objectif ciblé (5.791 millions FDJ) par la LFR 2017.

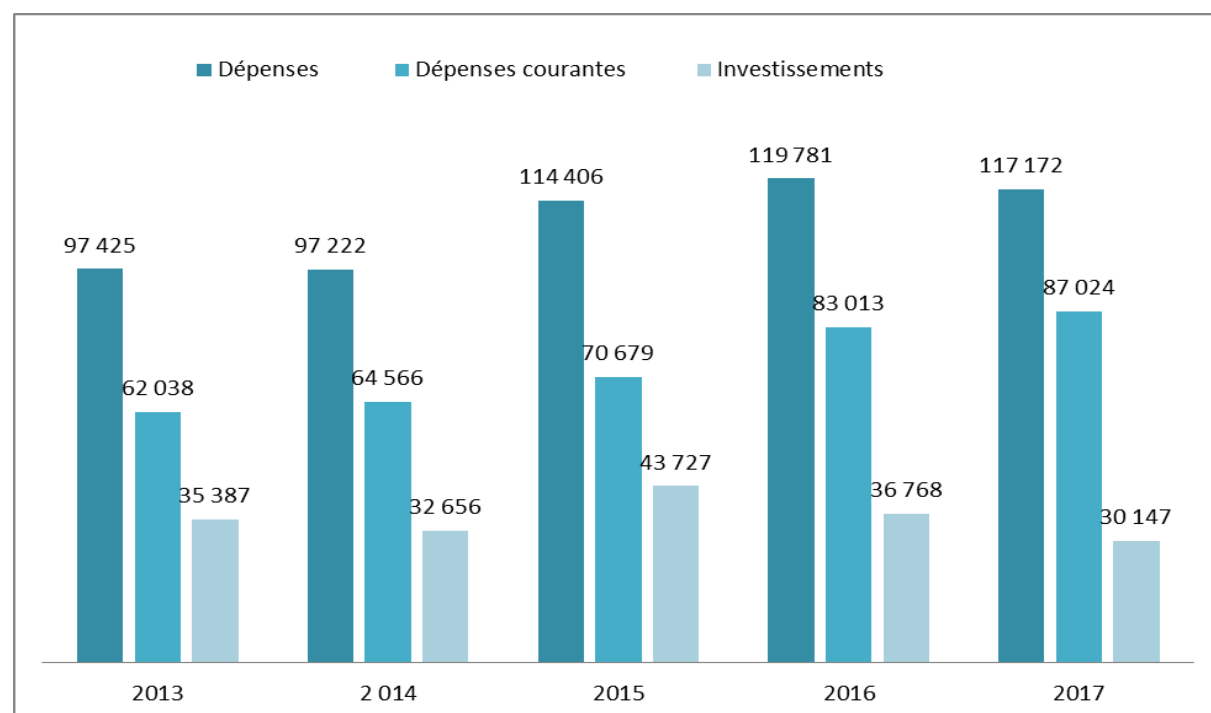
Évolution des recettes budgétaires et des dons en millions FDJ, 2013-2017



## II - LES DEPENSES TOTALES

Les dépenses de l'Etat, arrêtées à 117.172 millions FDJ, au terme de l'exercice budgétaire 2017, contre 119.781 millions FDJ à fin 2016, ont enregistré une baisse annuelle de 2,2%. De plus, ces dépenses sont restées inférieures au niveau projeté (120.678 millions FDJ) dans la LFR 2017, en dépit d'une hausse des dépenses courantes.

### Evolution des dépenses : 2013 à 2017, en millions FDJ



#### 2-1 LES DEPENSES COURANTES

Les dépenses courantes, ayant atteint 87.024 millions FDJ à fin 2017, ont enregistré une augmentation de 4,8% par rapport aux 83.013 millions FDJ de dépenses réalisées en 2016, tout en affichant un dépassement de l'ordre de 3,9% du montant prévu dans la LFR 2017.

Les dépenses au titre des salaires ont connu une hausse de 8,1%, passant de 31.073 millions FDJ à 33.579 millions FDJ, entre 2016 et 2017, mais sont, tout de même, restées proches du montant prévu par la LFR de 2017.

Les dépenses de matériels, avec un total de 29.775 millions FDJ en 2017, contre 29.983 millions FDJ en 2016, ont baissé de 0,7%. Ces dépenses sont, cependant, en dépassement des montants alloués pour ce chapitre (26.148 millions FDJ) par la LFR 2017. Le resserrement à hauteur de 7,7% des dépenses de matériels à des fins civiles a contrebalancé la hausse (+32,9%) des dépenses militaires.

Les dépenses d'entretien, arrêtées à 1.525 millions FDJ, ont augmenté de 8,6% en 2017 et ont dépassé de 121 millions FDJ le montant visé par la LFR 2017. Le poste des transferts ayant, quant à lui, atteint 16.562 millions FDJ en 2017, contre 16.122 millions FDJ en 2016, s'est accru de 2,7%, d'une année à l'autre, respectant toutefois, le montant budgétisé. L'augmentation des transferts en faveur de l'aide aux logements pour les enseignants explique principalement l'évolution de ce poste.

#### 2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS

Les dépenses d'investissements ont atteint 30.147 millions FDJ en 2017, contre 36.768 millions FDJ en 2016, soit une baisse annuelle de 18%, tout en n'atteignant pas les objectifs d'investissements visés (36.968 millions FDJ) par la LFR 2017. Le recul des investissements, aussi bien sur financement intérieur (-17,8%) qu'extérieur (-18,3%) par rapport à 2016, explique le repli des dépenses d'investissements. L'essentiel des financements intérieurs programmé dans la LFR 2017 a cependant été mobilisé (à hauteur

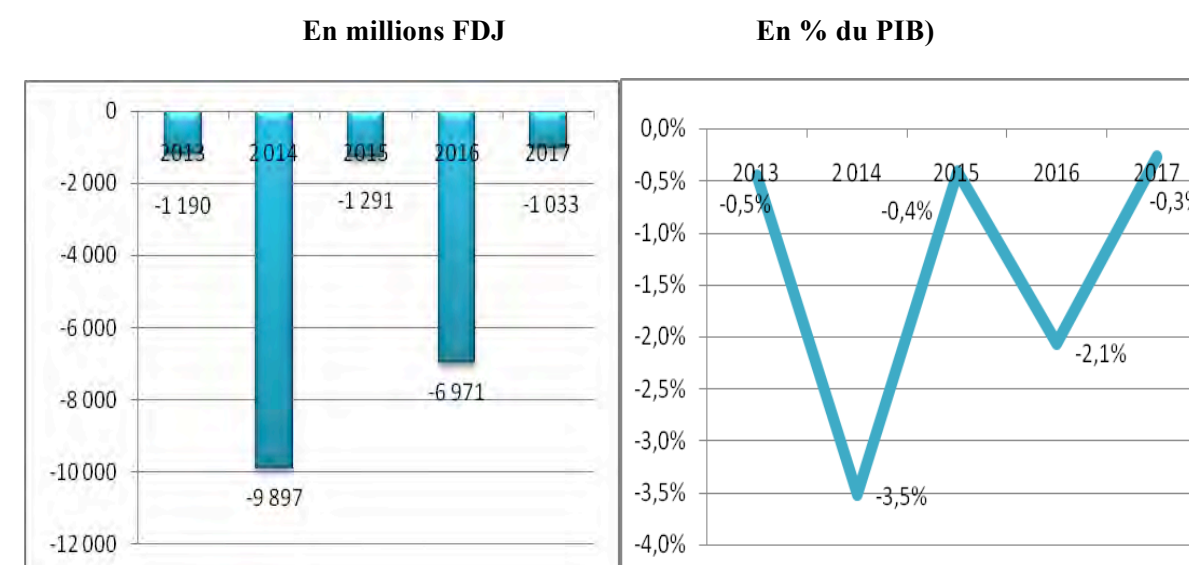
de 97,6%), alors que le taux de mobilisation des financements extérieurs projetés se situe à 65,2%. Les investissements sur ressources intérieures représentent 60,4% du total des dépenses d'investissements.

Les dépenses d'investissements sur financements extérieurs sont, pour leur part, passées de 14.595 millions FDJ à 11.922 millions FDJ entre 2016 et 2017, reculant ainsi de 18,3%. Les investissements financés sous forme de dons et sous forme de prêts extérieurs ont régressé, respectivement, de 16,5% et de 19,4%, entre 2016 et 2017.

### III- LE SOLDE BUDGETAIRE

L'exercice budgétaire 2017 s'est clôturé avec un déficit réduit à 0,3% du PIB sur base ordonnancement, comparativement au déficit de 2,1% réalisé en 2016. Sur base caisse, le déficit a atteint 0,4% du PIB en 2017, contre 2,6% en 2016.

#### Évolution du déficit global base ordonnancements, 2013-2017



Source : Ministère du Budget



## CHAPITRE -II- LA MONNAIE ET LE CREDIT

### I - LA MONNAIE

Comparativement à la tendance observée en 2016 où la masse monétaire affichait une croissance modérée, celle-ci s'est accélérée en 2017. Cette accélération de la création monétaire a été fortement liée à l'afflux de devises (+39,4% en 2017 contre 8,2% en 2016). Outre ce facteur, le financement du secteur privé a été également un facteur explicatif, mais de moindre ampleur. A l'inverse, les Autres Postes Nets (+33% entre 2016 et 2017) ont constitué un facteur restrictif, limitant ainsi l'expansion de la masse monétaire au sens large.

#### 1-1 LA MASSE MONETAIRE

Au terme de l'année 2017, la masse monétaire M3 s'est accélérée. Cette accélération a surtout été observée à partir du 2<sup>ème</sup> semestre 2017, durant lequel, la croissance de la masse monétaire a avoisiné 20%. En termes de variation nominale, la masse monétaire a gonflé de 61.759 millions FDJ en 2017, contre 24.442 millions FDJ en 2016, soit un surplus de 37.317 millions FDJ.

Contrairement à l'évolution de l'année dernière, la majorité de l'expansion de la masse monétaire provient de la hausse significative des dépôts en devises (+39,4%) et des dépôts à terme (+51,6%), au terme de l'année 2017. Par contre, les dépôts à vue libellés en Francs Djibouti ont connu un léger recul, passant de 117.193 millions FDJ en 2016 à 116.270 millions FDJ en 2017.

Evolution de la masse monétaire, 2013-2017						
En millions FDJ						
Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Monnaie fiduciaire	24.752	27.296	30.816	32.918	35.542	8,0%
Dépôts à vue	74.544	80.678	101.538	117.193	116.270	-0,8%
<b>Agrégat M1</b>	<b>99.296</b>	<b>107.974</b>	<b>132.354</b>	<b>150.111</b>	<b>151.812</b>	<b>1,1%</b>
Dépôts sur livrets	6.482	7.015	8.829	13.022	12.919	-0,8%
<b>Agrégats M2</b>	<b>105.778</b>	<b>114.989</b>	<b>141.183</b>	<b>163.133</b>	<b>164.731</b>	<b>1,0%</b>
Dépôts à terme	23.812	24.292	29.331	22.414	33.975	51,6%
Dépôts en devises	95.727	100.414	113.849	123.258	171.858	39,4%
<b>M3 ou masse monétaire</b>	<b>225.317</b>	<b>239.695</b>	<b>284.363</b>	<b>308.805</b>	<b>370.564</b>	<b>20,0%</b>

Source : BCD

#### 1-1-1 L'agrégat M1

Malgré la hausse de la circulation fiduciaire hors banques (+8% entre décembre 2016 et décembre 2017), le rythme de progression des disponibilités monétaires s'est ralenti dans son ensemble, en lien avec le léger recul des dépôts à vue libellés en monnaie nationale.

En termes de structure, les parts relatives des dépôts à vue et de la circulation fiduciaire hors banque ont marqué un recul respectif de 6,6% et de 1,1%, entre décembre 2016 et décembre 2017.

#### 1-1-2 L'agrégat M2

En dépit d'un léger repli des dépôts sur livrets, l'agrégat M2 s'est chiffré à 164.731 millions FDJ, contre 163.133 millions FDJ en 2016, soit une hausse de 1%.

#### 1-1-3 L'agrégat M3

La croissance significative des dépôts à terme des résidents et les dépôts libellés en devises ont tiré à la hausse la masse monétaire au sens large, au terme de l'année 2017. En effet, les dépôts libellés en Dollars US sont passés de 106.468 millions FDJ en 2016 à 170.172 millions FDJ en 2017, constituant exclusivement les facteurs explicatifs de la croissance de l'agrégat M3 sur la période sous revue. Cependant, les dépôts libellés en autres devises ont continué leur tendance à la baisse de 6%, s'établissant à 23.568 millions FDJ en 2017, contre 25.068 millions FDJ en 2016.

#### 1-1-4 La vitesse de circulation de la monnaie (VCM)

La vitesse de circulation de la monnaie, définie comme étant le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal, est un indicateur qui permet de mesurer le risque d'inflation par la monnaie. Il s'est établi à 1,00 au terme de l'année 2017. On peut observer que la vitesse de circulation de la monnaie continue graduellement à diminuer à partir de 2011, en raison de la croissance significative de l'agrégat M3 (+20% en décembre 2017 contre +8,6% en décembre 2016).

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>VCM</b>	1,29	1,27	1,28	1,27	1,20	1,18	1,08	1,09	1,00

Source : BCD

## 1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE

En 2017, les contreparties de la masse monétaire se sont inscrites en hausse avec des rythmes différents.

Évolution des contreparties de la masse monétaire, 2013-2017						
En millions FDJ						
Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
<b>A. Avoirs extérieurs nets</b>	<b>182.934</b>	<b>179.628</b>	<b>213.292</b>	<b>236.231</b>	<b>297.956</b>	<b>26,1%</b>
<b>B. Crédits intérieurs</b>	<b>92.738</b>	<b>98.749</b>	<b>109.629</b>	<b>110.128</b>	<b>122.487</b>	<b>11,2%</b>
Créances nettes sur l'État	8.906	5.881	6.652	8.713	8.994	3,2%
Créances sur les entreprises publiques	3.262	5.400	9.364	9.925	9.541	-3,9%
Crédits au secteur privé	80.570	87.468	93.613	91.490	103.952	13,6%
<b>Total A+B</b>	<b>275.672</b>	<b>278.377</b>	<b>322.921</b>	<b>346.359</b>	<b>420.443</b>	<b>21,4%</b>
Solde des éléments non monétaires	-50.356	-38.682	-38.559	-37.554	-49.879	<b>32,8%</b>
<b>Total des contreparties de la masse monétaire</b>	<b>225.316</b>	<b>239.695</b>	<b>284.362</b>	<b>308.805</b>	<b>370.564</b>	<b>20%</b>

Source : BCD

### 1-2-1 Les avoirs extérieurs nets

Au terme de l'année 2017, les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont confortés de 297.956 millions FDJ, contre 236.231 millions FDJ l'exercice précédent. Libellés en Dollars US, ce montant est équivalent à 1.676,5 millions Dollars US, dont 69% sont détenus auprès des banques commerciales. Comparé à 2016, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont progressé en volume de 61.725 millions FDJ.

En termes de structure, la part relative des avoirs extérieurs nets dans la masse monétaire s'est accrue de 3,9%, d'une année à l'autre.

Avoirs et engagements extérieurs nets du système bancaire, 2015-2017				
En millions FDJ				
Composantes	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Avoirs ext. bruts des autorités monétaires	63.020	70.586	98.686	39,8%
Engagements extérieurs des autorités mon.	-5.670	-5.231	-4.665	-10,8%
<b>Avoirs extérieurs nets des aut. mon.</b>	<b>57.350</b>	<b>65.355</b>	<b>94.021</b>	<b>43,9%</b>
Avoirs extérieurs bruts des banques	205.677	211.489	253.283	19,8%
Engagements extérieurs des banques	-49.735	-40.613	-49.348	21,5%
<b>Avoirs extérieurs nets des banques</b>	<b>155.942</b>	<b>170.876</b>	<b>203.935</b>	<b>19,3%</b>
<b>Total des avoirs extérieurs nets</b>	<b>213.292</b>	<b>236.231</b>	<b>297.956</b>	<b>26,1%</b>

Source : BCD

### 1-2-1-1 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES AUTORITES MONETAIRES

En 2017, les avoirs extérieurs nets des autorités monétaires ont progressé de près de 40% sous l'impulsion des dépôts à vue à l'étranger qui sont passés de 69.155 millions FDJ en décembre 2016 à 97.340 millions FDJ en décembre 2017.

Avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires, 2015-2017				
En millions FDJ				
Composantes	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Dépôts à vue à l'étranger	61.318	69.155	97.340	40,8%
Caisse en devises	29	23	28	21,7%
Comptes FMI	1.675	1.408	1318	-6,4%
<b>Total</b>	<b>63.021</b>	<b>70.586</b>	<b>98.686</b>	<b>39,8%</b>

Source : BCD

Les réserves internationales nettes (RIN) constituées essentiellement des dépôts à vue libellés en Dollars US ont atteint 10.741 millions FDJ en 2017, contre 4.267 millions FDJ en 2016, correspondant à une accumulation en volume de l'ordre 6.474 millions FDJ, suite aux versements des dividendes des Ports de Djibouti.

	2015	2016	2017	Var. 2017/16
<b>Réserves Internationales Nettes</b>	2.353	4.267	10.741	152%

Source : BCD

Par conséquent, le taux de couverture de l'émission fiduciaire s'est établi à 107% en décembre 2017, contre 106,8% en décembre 2016.

	2015	2016	2017	Var 2017/2016
<b>Taux de couverture de la circulation fiduciaire</b>	<b>106,5%</b>	<b>106,8%</b>	<b>107%</b>	<b>+0,2%</b>

Source : BCD

Les engagements extérieurs des autorités monétaires se sont allégés de l'ordre de 10,8% sur l'année étudiée, sous l'effet de remboursement par l'Etat du crédit FMI, au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC).

#### 1-2-1-2 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES BANQUES

Les avoirs extérieurs nets des banques commerciales ont enregistré une croissance de 19,3%, après avoir augmenté de 9,6% en 2016. Les avoirs extérieurs bruts des banques commerciales, constitués principalement par les placements des banques auprès de leurs correspondants, ont atteint 253.283 millions FDJ en 2017, contre 211.489 millions FDJ en 2016, soit une accumulation en volume de 41.794 millions FDJ.

D'une année à l'autre, les engagements extérieurs des banques commerciales ont progressé de près de 22%, expliquée essentiellement par la hausse des dépôts à vue des non-résidents, qui passent de 10.608 millions FDJ en 2016 à 20.520 millions FDJ en 2017.

<b>Engagements extérieurs des banques commerciales, 2015-2017</b>				
<b>En millions FDJ</b>				
Composantes	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Correspondants passif	31.646	26.120	24.741	-5,3%
Dépôts à vue des non-résidents	14.682	10.608	20.520	93,4%
Dépôts à terme des non résidents	3.069	2.966	2.635	-11,2%
<b>Emprunts&amp;Titres participatifs</b>	338	500	500	0,0%
<b>Divers passif</b>	0	419	952	127,2%
<b>Total</b>	<b>49.735</b>	<b>40.613</b>	<b>49.348</b>	<b>21,5%</b>

Source : BCD

#### 1-2-2 Les crédits intérieurs

Les crédits intérieurs se sont accrus de 11,2%, passant de 110.128 millions FDJ en 2016 à 122.487 millions FDJ en 2017, suite à une expansion des crédits alloués au secteur privé (+13,6%) conjuguée à une faible augmentation des créances nettes sur l'état (+3,2%).

Par contre, les créances sur les entreprises publiques ont, pour la première fois, enregistré une contreperformance annuelle de 3,9%, passant en volume de 9.925 millions FDJ en 2016 à 9.541 millions FDJ en 2017.

##### 1-2-2-1 LES CREDITS A L'ECONOMIE

Constituant le facteur explicatif de l'évolution du total des crédits intérieurs, les créances sur l'économie ont noté une augmentation (+12.078 millions FDJ, soit +9,7%), passant de 101.415 millions FDJ à 113.493 millions FDJ, en rapport avec une bonne progression des financements à moyen (+2.931 millions FDJ) et à long termes (+7.073 millions FDJ), les crédits à court terme ayant baissé de 739 millions FDJ.

##### 1-2-2-2 LES CREANCES NETTES SUR L'ETAT – POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT (PNG)

L'endettement net de l'Etat a connu une progression en volume de 282 millions FDJ, passant ainsi de 8.712 millions FDJ à 8.994 millions FDJ en décembre 2017. Cette augmentation a porté sur les créances nettes sur l'Etat auprès de la Banque Centrale (-2.681 millions FDJ en 2017 milliards FDJ, contre -4 milliards FDJ en 2016). Cette situation est contrebalancée par le désendettement de l'Etat auprès des banques commerciales sur les douze derniers mois.

<b>Créances nettes sur l'Etat, 2014-2017</b>				
<b>En millions FDJ</b>				
Composantes	2014	2015	2016	2017
Créances des autorités monétaires	6.302	5.665	5.190	4.648
Dépôts de l'Etat à la BCD	-10.043	-8.271	-9.196	-1.967
<b>Créances nettes des autorités monétaires</b>	<b>-3.741</b>	<b>-2.606</b>	<b>-4.006</b>	<b>2.681</b>
Créances des banques	5.641	6.243	9.182	6.935
Dépôts de l'Etat auprès des banques	-835	-1.801	-1.281	-622
<b>Créances nettes des banques</b>	<b>4.806</b>	<b>4.442</b>	<b>7.901</b>	<b>6.313</b>
Dépôts à vue auprès du Trésor	4.920	4.920	4.920	0
<b>Total des créances de l'Etat</b>	<b>11.943</b>	<b>11.908</b>	<b>14.372</b>	<b>11.583</b>
<b>Total des dépôts de l'Etat</b>	<b>-10.878</b>	<b>-10.072</b>	<b>-10.477</b>	<b>-2.589</b>
Traites des douanes	-103	-103	-103	0
<b>Position nette de l'Etat</b>	<b>5.882</b>	<b>6.653</b>	<b>8.712</b>	<b>8.994</b>

Source : BCD

## II- LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

### 2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Au cours de l'année 2017, la situation patrimoniale des banques en activité s'est accrue de 21,2%, passant de 361.621 millions FDJ en décembre 2016 à 438.117 millions FDJ en décembre 2017. Cette progression a été caractérisée d'une part, par l'accroissement des dépôts de la clientèle (+26%) et la consolidation des fonds propres (+17%) et, d'autre part, par le renforcement du financement bancaire de l'économie, avec un encours net de crédit, passé de 93.079 millions FDJ en décembre 2016 à 102.343 millions FDJ en décembre 2017. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie (y compris le hors bilan) a conservé une proportion quasi-stable à 36% par rapport au niveau observé en 2016.

### 2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE

#### 2-2-1 Les emplois

Dans l'ensemble, les principaux postes des emplois des établissements de crédit ont évolué favorablement, selon des proportions différentes. En effet, les opérations interbancaires et les crédits à la clientèle, principaux postes de l'actif des établissements de crédit, ont continué leur tendance haussière en atteignant à eux seuls 344.813 millions FDJ en 2017, contre 291.995 millions FDJ, une année auparavant. Les crédits à la clientèle se sont accrus de 9.264 millions FDJ (+9,9%). Cette évolution est impulsée par la hausse des crédits à moyen et long terme qui ont progressé, respectivement, de 12,8% et de 31,2% sur la période sous revue.

La rubrique « Créances sur le Trésor & BCD », constituée principalement des comptes ordinaires des banques commerciales auprès des autorités monétaires, a poursuivi sa bonne tenue en dégageant un solde de 51.955 millions FDJ en 2017, comparé à 31.110 millions FDJ en 2016, soit +67%.

Les établissements de crédit ont poursuivi leur politique de proximité de la clientèle avec l'ouverture de nouvelles agences dans la capitale et dans les régions de l'intérieur.

La rubrique « divers » qui regroupe les opérations diverses et les opérations de la caisse ont noté une reprise de 6,7%, d'une année à l'autre.

Emplois des banques en activité, 2015-2017				
En millions FDJ				
Composantes	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Opérations interbancaires	189.876	198.916	242.470	21,9%
Créances sur le Trésor & BCD	24.323	31.110	51.955	67,0%
Crédits à la clientèle	91.002	93.079	102.343	10,0%
Immobilisations	7.735	8.562	9.377	9,5%
Divers	30.801	29.954	31.972	6,7%
<b>Total</b>	<b>343.737</b>	<b>361.621</b>	<b>438.117</b>	<b>21,2%</b>

Source : BCD

#### 2-2-2 Les ressources

Les ressources de la clientèle, composante la plus significative de la structure bilancielle des établissements de crédit, se sont établies à 358.121 millions FDJ à fin décembre 2017, contre 284.600 millions FDJ en 2016, enregistrant ainsi une hausse de 73.521 millions FDJ.

Les établissements de crédit ont continué à renforcer les niveaux de leurs capitaux propres (+5.022 millions FDJ entre décembre 2016 et décembre 2017), en raison de la bonne performance réalisée par le secteur bancaire, d'une part et du respect du cadre réglementaire national, d'autre part.

A l'exception des opérations interbancaires des non-résidents qui ont marqué un recul de 9,7%, les dépôts du Trésor Public et le Poste « Divers » ont, respectivement, marqué une amélioration en volume de 215 millions FDJ et de 548 millions FDJ, sur la période sous revue.

Atteignant 9,73% en 2017, le ratio « fonds propres/Total des Dépôts » a enregistré une baisse de 75 points de base, comparativement à son niveau (10,48%) en décembre 2016.

Ressources des banques en activité, 2015-2017				
En millions FDJ				
Composantes	2015	2016	2017	Var. en % 2017/16
Dépôts du Trésor	5.659	2.657	2.872	8,1%
Opérations interbancaires	34.286	29.610	26.743	-9,7%
Dépôts de la clientèle	266.378	284.600	358.121	25,9%
Fonds propres	25.977	29.850	34.872	16,8%
Divers	11.436	14.904	15.452	3,7%
<b>Total</b>	<b>343.736</b>	<b>361.621</b>	<b>438.117</b>	<b>21,2%</b>

Source : BCD

#### 2-2-3 Les dépôts selon la nature

Correspondant à 69% du total des ressources collectées auprès de la clientèle, les dépôts à vue, se sont établis à 248.060 millions FDJ, contre 190.996 millions FDJ en 2016, soit +30% sur la période sous revue.



<b>Dépôts auprès des banques selon la nature, 2015-2017</b>				
<b>En millions FDJ</b>				
<b>Composantes</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Var. 2017/16</b>
Comptes à vue	175.957	190.996	248.060	29,9%
Comptes sur livrets	17.904	32.272	39.988	23,9%
Comptes à terme	47.624	56.293	64.465	14,5%
Bons de caisse	24.895	5.040	5.608	11,3%
<b>Total</b>	<b>266.380</b>	<b>284.600</b>	<b>358.121</b>	<b>25,8%</b>

Source : BCD

D'une année à l'autre, les dépôts sur livrets et à terme se sont, respectivement, accrus de 24% et de 14,5%. Dans le même temps, les bons de caisse ont globalement gardé le niveau affiché l'année précédente en se soldant à 5.608 millions FDJ au terme de l'année 2017.

#### 2-2-4 Les dépôts selon les devises et les différentes catégories de déposants

La ventilation des dépôts selon les catégories de déposants a montré une hausse des encours de l'ensemble des catégories selon une proportion différente. Constituant la composante la plus significative dans le total des dépôts de la clientèle, les dépôts des sociétés et entreprises individuelles ont noté une reprise de 40% entre décembre 2016 et décembre 2017. Par contre, il convient de relever que les dépôts des ménages et des entreprises publiques ont, respectivement, progressé de 11% et de 20% en 2017. La rubrique « divers », composée notamment des dépôts des organisations non gouvernementales, des associations et ceux des ambassades, a affiché une amélioration en volume de +6.228 millions FDJ entre décembre 2016 et décembre 2017.

<b>Dépôts auprès des banques par catégorie de déposants, 2015-2017</b>				
<b>En millions FDJ</b>				
<b>Composantes</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Var. 2017/16</b>
Entreprises et Ets publics	36.339	36.688	44.006	19,9%
Sociétés et entreprises individuelles	131.563	123.059	172.461	40,1%
Particuliers	69.793	95.782	106.355	11,0%
Divers	28.683	29.071	35.299	21,4%
<b>Total</b>	<b>266.378</b>	<b>284.600</b>	<b>358.121</b>	<b>25,8%</b>

Source : BCD

Selon la monnaie de constitution, les dépôts libellés en Dollars US ont pour la première fois dominé les dépôts libellés, notamment, en monnaie nationale. Représentant 47,5% du total des dépôts de la clientèle, les dépôts en Dollars US ont atteint 170.172 millions FDJ en décembre 2017, contre 106.468 millions FDJ en décembre 2016, soit une accumulation en volume de 63.704 millions FDJ. Cette situation s'explique non seulement par le taux de change fixe entre la monnaie nationale et le Dollar US, mais aussi par la préférence des commerçants à détenir des Dollars US pour les besoins de leurs commerces avec la zone dollar (pays du golfe).

Malgré une progression moindre par rapport à l'exercice 2016, les dépôts en FDJ ont affiché 164.381 millions FDJ sur la période observée, contre 153.064 millions FDJ une année auparavant. Toutefois, la proportion des dépôts en monnaie nationale dans le total des dépôts a reculé de 7,8%, entre décembre 2016 et décembre 2017.

S'établissant à 6,6% du total des ressources collectées, les dépôts libellés en Autres devises ont continué leur tendance à la baisse, reculant à 23.568 millions FDJ en 2017, contre 25.068 millions FDJ en 2016.

<b>Dépôts auprès des banques selon les devises, 2015-2017</b>				
<b>En millions FDJ</b>				
<b>Composantes</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Var. 2017/16</b>
Francs Djibouti	136.151	153.064	164.381	7,4%
Dollars US	101.829	106.468	170.172	59,8%
Autres devises	28.398	25.068	23.568	-6,0%
<b>Total</b>	<b>266.378</b>	<b>284.600</b>	<b>358.121</b>	<b>25,8%</b>

Source : BCD

#### 2-2-5 L'évolution de la rémunération des dépôts

Au terme de l'année 2017, les établissements de crédit ont proposé une rémunération moindre que la rémunération offerte au cours de l'exercice antérieur (-1,22%).

Dans l'ensemble, les taux d'intérêts créditeurs ont noté une baisse de 60 points de base pour l'ensemble des agents économiques, au terme de l'année 2017.

Les conditions des taux pratiqués par les banques sur les dépôts sur livrets et sur les comptes à terme ont, respectivement, montré un repli de 1,75% et de 0,69%, au terme de l'année 2017, aussi bien pour les particuliers (1,17% en 2017, contre 1,97% en 2016) que pour les entreprises (1,39% en 2017, contre 1,55% en 2016).

Par contre, les taux appliqués sur les bons de caisse ont montré une certaine stabilité à 0,75%, entre décembre 2016 et décembre 2017.

### III – LES CONCOURS BANCAIRES

Les créances sur l'économie ont atteint 135.820 millions FDJ en 2017, contre 121.361 millions FDJ en 2016, soit une progression significative en volume de 14.459 millions

FDJ d'une année à l'autre. Le ratio des crédits à l'économie sur le PIB a connu une légère amélioration de 0,6% après avoir atteint 36% en décembre 2016.

Ce ratio de crédit par rapport au PIB demeure relativement faible et s'explique par la persistance des facteurs structurels qui freinent le potentiel de développement du secteur financier. Il s'agit, d'une part, du faible accès aux services financiers de la population adulte et, d'autre part, des coûts d'exploitation et d'octroi de crédits relativement élevés des banques.

Comme à l'accoutumée, la plus grande partie de cet accroissement a été expliquée par le crédit à décaissement établi à 102.344 millions FDJ sur la période sous revue, soit 75,4% du total. La différence concerne le crédit d'engagement (33.476 millions FDJ).

L'augmentation du crédit au bilan où le crédit à décaissement a concerné les crédits à moyen et long terme qui ont progressé de 10 milliards FDJ en 2017, contre à peine 200 millions FDJ en 2016. Cette évolution des crédits d'investissement constitue un signe positif pour la consolidation de la croissance économique. En effet, sa part contributive dans la hausse des crédits bancaires ne cesse d'augmenter depuis trois ans, pour représenter 50,1% du total à décaissement, renforçant ainsi la capacité d'investissement des entreprises.

La progression des crédits à moyen et long terme a été soutenue principalement par les crédits d'équipement et, dans une moindre mesure, par les crédits immobiliers. Les premiers ont vu leurs encours s'élargir de 12 milliards FDJ et les seconds de 2 milliards FDJ. L'année dernière, les crédits à l'équipement ont noté un recul de 2.549 millions FDJ, tandis que les crédits immobiliers ont augmenté de 446 millions FDJ.

Les prêts non performants (Créances en souffrance) se sont allégés de 5.833 millions FDJ en 2017, améliorant ainsi la qualité du portefeuille des établissements de crédit. Leur part dans le total des crédits correspondants a été ramenée à 16,3%, contre 22,9% un an auparavant.

### 3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE

Sous l'effet divergent de ses composantes, les crédits à court terme ont globalement noté un recul de 737 millions FDJ (-1,4%), soit 49,8% du total des crédits bancaires en 2017, contre 55,6% en 2016.

La contreperformance des crédits à court terme s'explique notamment par les remboursements nets de découverts de 3.785 millions FDJ qui ont été enregistrés sur l'année. Ainsi, la part des découverts dans les crédits de trésorerie a été réduite à 56,7%, contre 63,2% en 2016. Toutefois, son encours constitue toujours la majeure partie du stock des crédits à court terme.

Les crédits à moyen terme ont enregistré une augmentation en volume de 2.931 millions FDJ, passant de 22.232 millions FDJ en 2016 à 25.714 millions FDJ sur la période étudiée. Par conséquent, la part des crédits à moyen terme dans l'encours des crédits a poursuivi sa progression, passant de 24,5% à 25,1% sur la période observée.

Évolution des engagements selon la durée, 2015-2017				
En millions FDJ				
Composantes	2015	2016	2017	Var 2017/16
Crédits à court terme	49.895	51.771	51.034	-1,4%
Crédits à moyen et long terme	41.108	41.308	51.310	24,2%
<b>Total bilan</b>	<b>91.003</b>	<b>93.079</b>	<b>102.344</b>	<b>10,0%</b>
Hors Bilan	31.218	28.282	33.476	18,4%
<b>Total Général</b>	<b>122.221</b>	<b>121.361</b>	<b>135.820</b>	<b>11,9%</b>

Source : BCD

Les financements à long terme (25.596 millions FDJ en 2017, contre 18.588 millions FDJ une année auparavant) ont noté une reprise significative de 7 milliards FDJ, expliquée conjointement par la progression des crédits à l'équipement (+5.900 millions FDJ) et des crédits immobiliers (+1.059 millions FDJ), entre décembre 2016 et décembre 2017.

### 3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES

La structure des crédits accordés à l'économie en Francs Djibouti est demeurée la plus importante, atteignant 64.616 millions FDJ en décembre 2017, après avoir réalisé 67.170 millions FDJ l'exercice précédent, soit une contraction en volume de 2.550 millions FDJ. En termes de proportion, les crédits libellés en monnaie nationale ont représenté 63,1%, soit un recul de 9,2% dans le total de l'encours global des crédits.

Evolution des engagements globaux selon les devises, 2015-2017				
En millions FDJ				
Composantes	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Francs Djibouti	64.194	67.170	64.616	-3,8%
Dollars US	26.606	24.554	37.370	52,1%
Autres devises	202	1.355	358	-75,6%
<b>Total</b>	<b>91.002</b>	<b>93.079</b>	<b>102.344</b>	<b>9,9%</b>

Source : BCD

A l'inverse, les concours bancaires libellés en Dollars US ont montré une reprise significative de 52% au terme de l'année 2017. Les concours libellés en autres devises ont vu leur niveau décroître de 997 millions FDJ, entre décembre 2016 et décembre 2017.

Evolution des engagements par agent économique, 2015-2017				
En millions FDJ				
Agents économiques	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Entreprises et Ets publics	9.9611	12.639	17.283	36,7%
Stés et entrep. individuels	79.042	76.050	88.028	15,7%
Particuliers	22.326	21.186	22.045	4%
Divers	10.892	11.486	8.463	-26,3%
<b>Total</b>	<b>122.221</b>	<b>121.361</b>	<b>135.820</b>	<b>11,9%</b>

Source : BCD

Par nature de clientèle, les entreprises privées ont bénéficié de 11.978 millions FDJ de nouveaux crédits, tandis que les particuliers ont vu leur part se contracter de 859 millions FDJ, entre décembre 2016 et décembre 2017. Les crédits alloués aux entreprises et Etablissements publics ont poursuivi leur tendance à la hausse en obtenant 4.644 millions FDJ de nouveaux crédits au terme de l'année 2017. Ainsi, leur part dans le total des engagements est passé de 10,4% à 12,7% sur la période observée.

Par contre, les agents économiques répertoriés dans la rubrique « divers » ont remboursé, en net, 3 milliards FDJ courant 2017.

### 3-3 EVOLUTION DU COUT DU CREDIT

Au terme de l'année 2017, le taux débiteur moyen pondéré du secteur bancaire a continué de baisser aussi bien pour les particuliers (10,27% contre 10,88% en 2016), que pour les entreprises (11,19% contre 11,39% en 2016).

- Les particuliers

Les particuliers ont bénéficié d'une baisse des conditions moyennes pratiquées sur les prêts au personnel (9,24% en 2017 contre 12% en 2016) et sur les crédits immobiliers (8,33% en 2017 contre 8,63% à la fin de l'exercice 2016).

Cependant, les taux sur les crédits de trésorerie ont noté une légère augmentation de +1,26% entre décembre 2016 et décembre 2017.

- Les entreprises et entrepreneurs privés

Les entreprises et entrepreneurs privés ont également bénéficié de conditions plus favorables pour les découverts (9,45% en 2017 contre 10,34% en 2016) et aussi pour les crédits à moyen et long terme (10,1% en 2017 contre 9,9% en 2016).

Cependant, les taux débiteurs appliqués sur les autres crédits à court terme ont affiché une légère hausse de 11 points de base d'une année à l'autre.

Les taux appliqués sur « l'escompte » sont restés constants tout au long de l'année sous revue.

## CHAPITRE –III- LE SECTEUR EXTERIEUR

### I– LA BALANCE DES PAIEMENTS

#### I-1 LE COMPTE COURANT

A la fin de l'année 2017, le solde du compte courant de la République de Djibouti a affiché un déficit de 52.179 millions FDJ, soit une aggravation de 73% par rapport au résultat de 2016. Cette dégradation plus soutenue que l'année précédente du solde des transactions courantes provient de l'effet conjugué d'une contraction des soldes des postes excédentaires des services et des transferts courants, du poids important du déficit de la balance commerciale et du déficit historique enregistré pour la première fois par la rubrique des revenus.

Balance des paiements				
En millions FDJ				
	2015	2016	2017	Var. 2017/16
<b>Compte transactions courantes</b>	<b>-53.612</b>	<b>-30.218</b>	<b>-52.179</b>	<b>-21.961</b>
<b>Biens</b>	<b>-130.969</b>	<b>-100.621</b>	<b>-111.187</b>	<b>-10.566</b>
Exportations, fab	23.740	24.703	25.290	587
Importations, fab	-154.709 <sup>1</sup>	-125.324	-136.477	-11.153
<b>Services et Revenus (net)</b>	<b>45.223</b>	<b>39.072</b>	<b>34.929</b>	<b>-4.143</b>
Crédit	88.556	81.005	82.700	1.695
Débit	-43.333	-41.933	-47.771	-5.838
<b>Transferts courants</b>	<b>32.134</b>	<b>31.331</b>	<b>24.079</b>	<b>-7.252</b>
Administrations publiques	28.004	29.291	22.129	-7.162
Autres secteurs	4.130	2.040	1.950	-90
Autres	0	0	0	0
<b>Compte de capital</b>	<b>8.474</b>	<b>6.020</b>	<b>4.643</b>	<b>-1.377</b>
Transferts de capital	8.474	6.020	4.643	-1.377
Administration publique	8.474	6.020	4.643	-1.377
Transferts des migrants	0	0	0	0
Acquisitions & cessions d'actifs non financiers, non produits	0	0	0	0
<b>Compte des opérations financières</b>	<b>56.464</b>	<b>50.395</b>	<b>48.697</b>	<b>-1.698</b>
Investissements directs	22.037	28.435	29.324	889
Investissements de portefeuille	0	0	0	0
Autres investissements	29.831	29.525	24.938	-4.587
Avoirs de réserves	4.596	-7.565	-5.565	2.000
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>-11.326</b>	<b>-26.197</b>	<b>-1.161</b>	<b>25.036</b>

Source : BCD

<sup>1</sup> Suite à la mise en place du nouveau logiciel Eurotrace, la DISED, institution nationale chargée de produire et de diffuser les statistiques du commerce extérieur du pays, a procédé à une révision des données des importations locales de 2013 à 2015.



Compte des transactions courantes				
En millions FDJ				
	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Biens	-130.969	-100.621	-111.187	-10.566
Services	39.952	36.669	36.346	-323
Revenus	5.271	2.403	-1.417	-3.820
Transferts courants	32.134	31.331	24.079	-7.252
<b>Total balance courante</b>	<b>-53.612</b>	<b>-30.218</b>	<b>-52.179</b>	<b>-21.961</b>
Taux de couverture	15,3%	19,7%	18,5%	

Source : BCD

### 1-2 LA BALANCE COMMERCIALE

Avec un déficit de 111.187 millions FDJ, le solde des échanges de biens s'est élargi de 10.566 millions FDJ courant l'année 2017.

S'établissant à 136.477 millions FDJ en 2017, les biens importés par les résidents Djiboutiens ont augmenté de 9% en comparaison à leur niveau de l'année précédente. Cet accroissement des quantités importées courant l'année étudiée s'explique essentiellement par les grands projets d'infrastructures entrepris au cours des dernières années.

Pour leur part, les exportations de biens ont connu une sensible progression de 2,4% en enregistrant un niveau de 25.290 millions FDJ. Cette évolution résulte essentiellement des recettes tirées sur les ventes de produits auprès des navires étrangers accostant au port de Djibouti et les produits halieutiques vendus à l'étranger.

Balance des biens				
En millions FDJ				
	2015	2016	2017	Var. en % 2017/16
Exportations, fab	23.740	24.703	25.290	2,4
Importations, fab	-154.709	-125.324	-136.477	8,9
<b>Balance commerciale</b>	<b>-130.969</b>	<b>-100.621</b>	<b>-111.187</b>	<b>10,5</b>

Source : BCD

### 1-3 LA BALANCE DES SERVICES

L'excédent des services s'est légèrement contracté de 0,9%, en s'établissant à 36.346 millions FDJ en 2017, contre 36.669 millions FDJ en 2016. Cette évolution s'explique par un accroissement des dépenses combiné à une diminution des recettes au niveau des postes « Transports », « Assurances » et « Autres services ».

En effet, les échanges de services de transports de l'année 2017, ont enregistré un solde négatif de 548 millions FDJ, en baisse de 910 millions par rapport à son niveau de 2016. Le solde déficitaire des transports maritimes s'est accru de 9% courant l'année 2017, et ce, en dépit de l'augmentation observée au niveau des recettes. Par contre, le transport

aérien et celui des autres transports ont enregistré des soldes excédentaires respectifs de 1.710 millions FDJ et 6.620 millions FDJ.

Après avoir connu une amélioration en 2016, le solde des « Voyages » a totalisé un montant de 1.295 millions FDJ, en baisse de 26,8% en variation annuelle. Cette tendance baissière provient de l'augmentation des sommes dépensées par les touristes résidents à l'étranger.

Contrairement à l'année précédente, le solde excédentaire des services de communications a renoué sur sa tendance haussière en enregistrant un surplus de 518 millions en 2017. Cette évolution positive est imputable aux recettes tirées sur les consommations de téléphone et d'internet des non-résidents installés à Djibouti.

Les services des administrations publiques représentent les dépenses de consommation des différents contingents militaires étrangers, des ambassades et organisations internationales installés à Djibouti et des pensions de retraites payées par la France aux veuves résidentes des anciens combattants.

A fin décembre 2017, cette rubrique a enregistré un montant excédentaire de 36.113 millions FDJ, contre 35.895 millions FDJ en 2016, soit un léger accroissement de 0,6%.

Soldes des échanges de services				
En millions FDJ				
	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Transports	4.326	362	-548	-910
Voyages	1.337	1.770	1.295	-475
Communications	3.461	3.230	3.748	518
Services d'assurance	-4.265	-3.353	-3.512	-159
Autres services	-855	-1.235	-750	485
Administrations publiques	35.948	35.895	36.113	218
<b>Total</b>	<b>39.952</b>	<b>36.669</b>	<b>36.346</b>	<b>-323</b>

Source : BCD

### 1-4 LA BALANCE DES REVENUS

Les revenus comprennent d'une part, les revenus du travail et, d'autre part, les revenus de capitaux. Ces derniers englobent les produits des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres placements.

Au cours de l'année 2017 et, pour la première fois depuis la mise en place des statistiques de balance des paiements, les revenus des facteurs ont enregistré un solde négatif de 587 millions FDJ.

Le surplus structurel généré par le revenu du travail qui provient des salaires versés aux résidents locaux par les organismes internationaux et les représentations diplomatiques a connu une hausse de 2,4%, passant de 4.986 millions FDJ en 2016 à 5.105 millions FDJ en 2017.



Par contre, le solde des revenus des investissements a enregistré un déficit de 6.522 millions FDJ, imputable essentiellement à la hausse des paiements des intérêts de la dette extérieure des établissements publics et de l'administration centrale auprès de leurs créanciers respectifs.

Soldes des revenus				
En millions FDJ				
	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Rémunération des salariés	4.969	4.986	5.105	119
Revenus des investissements	302	-2.583	-6.522	-3.939
<b>Total</b>	<b>5.271</b>	<b>2.403</b>	<b>-1.417</b>	<b>-3.820</b>

Source : BCD

#### 1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS

La rubrique des transferts courants se caractérise, structurellement, par un solde excédentaire qui constitue la première source de financement de la balance des paiements. Le solde des transferts courants a totalisé un montant 24.079 millions FDJ en 2017, soit une baisse significative de 7.252 millions FDJ par rapport à 2016. Cette situation s'explique principalement par le repli du solde des administrations publiques.

Transferts courants				
En millions FDJ				
	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Administrations publiques	28.004	29.291	22.129	-7.162
Autres secteurs	4.130	2.040	1.950	-90
<b>Total</b>	<b>32.134</b>	<b>31.331</b>	<b>24.079</b>	<b>-7.252</b>

Source : BCD

#### 1-6 LE COMPTE DE CAPITAL

En 2017, le compte de capital a enregistré un excédent de 4.643 millions FDJ, après 6.020 millions FDJ en 2016. La régression de ce solde s'explique par les faibles montants de dons reçus des différents bailleurs de fonds étrangers. Ces ressources ont servi à financer les nombreux projets d'investissements publics du pays.

#### 1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Le compte financier retrace les opérations de transferts d'actifs financiers entre les résidents de la République de Djibouti et les non-résidents. Il s'agit de crédits commerciaux, des investissements directs et de portefeuille et, de manière générale, de la création ou de la liquidation de créances entre résidents de Djibouti et non-résidents.

Les mouvements de capitaux entre résidents et non-résidents ont enregistré des entrées nettes de 48.697 millions FDJ en 2017, contre 50.395 millions FDJ l'année précédente. La

hausse des investissements directs étrangers explique la légère progression du solde excédentaire du compte financier.

En effet, le flux net des autres investissements est passé de 29.525 millions FDJ en 2016 à 24.938 millions en 2017, soit un repli de 4.587 millions FDJ.

Compte d'opérations financières				
En millions FDJ				
	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Investissements directs	22.037	28.435	29.324	889
Investissements de portefeuille	0	0	0	0
Autres investissements	29.831	29.525	24.938	-4.587
Avoirs de réserves	4.596	-7.565	-5.565	2.000
<b>Total opérations financières</b>	<b>56.464</b>	<b>50.395</b>	<b>48.697</b>	<b>-1.698</b>

Source : BCD

En ce qui concerne les investissements directs étrangers entrants à Djibouti, ils ont sensiblement haussé de 3,1%, passant de 28.435 millions FDJ en 2016 à 29.324 millions FDJ en 2017. Cet afflux des capitaux étrangers confirme les opportunités qu'offre notre économie, notamment dans les secteurs de financiers, des transports et de la logistique.

## II- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

A la fin de l'année 2017, la Position Extérieure Globale (PEG) de la République de Djibouti a enregistré un solde net débiteur de 268.129 millions FDJ, en augmentation de 27% par rapport au niveau affiché une année auparavant. Cette forte évolution du déficit de la position nette, d'une année à l'autre, résulte de l'augmentation de 17% des engagements extérieurs du pays, les avoirs extérieurs n'ayant progressé que de 11%.

Position extérieure globale			
En millions FDJ			
Composantes	2016	2017	Var. 2017/16
<b>Investissements directs</b>			
Avoirs	0	0	-
Engagements	- 212.860	- 242.184	13,8%
<b>Autres investissements</b>			
Avoirs	271.320	282.457	4,1%
- Prêts	141.292	184.259	30,4%
- Monnaies et dépôts	130.028	98.198	-24,5%
Engagements	341.917	407.260	19,1%
- Prêts	301.085	359.347	19,4%
- Monnaies et dépôts	40.832	47.913	17,3%
<b>Avoirs de réserves</b>	72.348	98.858	36,6%
<b>Position nette</b>	<b>-211.109</b>	<b>-268.129</b>	<b>27%</b>

Source : BCD

En effet, les investissements directs étrangers injectés dans l'économie nationale ont significativement haussé de près de 14%, passant de 212.860 millions FDJ en 2016 à 242.184 millions FDJ en 2017. Contribuant à la progression de l'endettement net des résidents vis-à-vis de l'étranger, cette variation provient des flux nets enregistrés au niveau de la balance des paiements.

Première composante en termes d'avoirs et d'engagements de la PEG, la rubrique des « Autres investissements » fait apparaître, courant l'année sous revue, une position nette débitrice de 124.803 millions FDJ en augmentation de 77% par rapport à 2016. Les engagements de cette rubrique se sont établis à 407.260 millions FDJ en 2017, en progression annuelle de 19%. En dépit de la baisse des engagements extérieurs du système bancaire résident, cette situation résulte de la hausse de l'encours des prêts extérieurs des autorités monétaires (notamment ceux contractés auprès du FMI) et du stock de la dette extérieure des entreprises publiques et de l'administration centrale.

De leur côté, les avoirs extérieurs de cette même rubrique, qui ont totalisé un montant de 282.457 millions FDJ, n'ont haussé que de 4% courant cette même période.

Pour leur part, les avoirs de réserves ont dégagé à la fin de l'année 2017 une position créditrice nette de 98.858 millions FDJ, en progression de 26.510 millions FDJ par rapport

à leur niveau de 2016. Cette forte hausse des avoirs de réserves provient essentiellement de l'augmentation des dépôts et des devises étrangères détenus par les autorités monétaires du pays.

## III- LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

### 3-1 L'ENCOURS DE LA DETTE

Au terme de l'année 2017, le stock de la dette extérieure globale s'est élevé à 349.471 millions FDJ, contre 289.245 millions FDJ en 2016, soit une hausse significative de 20,8%. Cette évolution est imputable à l'augmentation notable de l'encours de la dette des entreprises publiques (+26%), tandis que l'endettement global de l'administration centrale a connu une progression moins importante de +9,5% durant la même période.

En termes de ratio mesurant la soutenabilité et la viabilité de la dette extérieure du pays, le rapport Dette/PIB et Dette/Recettes d'exportation de biens et services affichent des taux respectifs de 94% et 351%.

Evolution de la dette extérieure et à garantie publique par type de coopération					
En millions FDJ					
Désignation	2016		2017		Var. 2017/16 en %
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	
<b>Etat</b>	<b>90.745</b>	<b>100</b>	<b>99.318</b>	<b>100</b>	<b>9,45</b>
Coopération bilatérale	35.007	38,6	39.798	40,0	13,7
Coopération multilatérale	55.738	61,4	59.520	60,0	6,8
<b>Entreprises publiques</b>	<b>198.500</b>	<b>100</b>	<b>250.152</b>	<b>100</b>	<b>26,02</b>
Coopération bilatérale	163.575	82,4	213.494	85,3	30,5
Coopération multilatérale	34.925	17,6	36.658	14,7	5,0
<b>Encours total</b>	<b>289.245</b>	<b>100</b>	<b>349.470</b>	<b>100</b>	<b>20,82</b>
Coopération bilatérale	198.582	68,7	253.292	72,5	27,6
Coopération multilatérale	90.663	31,3	96.178	27,5	6,1

Source : Ministère du Budget

Depuis 2015, la structure de la dette extérieure du pays s'est profondément transformée et on observe une prédominance des fonds prêtés par les bailleurs bilatéraux. En effet, l'encours de la dette des créanciers bilatéraux a connu une augmentation significative de 28%, passant de 198.582 millions FDJ en 2016 à 253.292 millions FDJ en 2017. Cette évolution s'explique par la forte progression (+30,5%) des montants empruntés par les entreprises publiques, alors que dans la même période, les engagements de l'Etat ont haussé de 13,7%. Les principaux bailleurs de fonds bilatéraux du pays sont essentiellement la Chine (97%), le Fonds Saoudien de Développement (2%), et Abu Dhabi (1%).

Le stock des créanciers multilatéraux a, pour sa part, enregistré une augmentation de 6,1%, se situant à 96.178 millions FDJ en 2017, contre 90.663 millions FDJ en 2016. La progression observée de la dette contractée par l'Etat (+6,8%) et celle des entreprises publiques (+5%) sont à l'origine de la hausse globale de la dette multilatérale.

En terme de volume, les principaux créanciers multilatéraux du pays sont le FADES (32,5%), l'IDA (26,5%), la BAD (19%) et la BID (13,4%).

### 3-2 LE SERVICE DE LA DETTE

En 2017, les paiements effectués au titre du service de la dette extérieure, se sont situés à 12.742 millions FDJ, contre 10.574 millions FDJ en 2016, soit une augmentation de 20,5%.

<b>Composantes du service de la dette publique extérieure</b>				
	<b>En millions FDJ</b>			
	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Var. 2017/16 en %</b>
<b>Intérêts</b>	<b>2.568</b>	<b>4.948</b>	<b>7.026</b>	<b>42</b>
Etat	1.747	3.807	5.075	33,3
Entreprises publiques	821	1.141	1.951	71
<b>Amortissements</b>	<b>5.821</b>	<b>5.626</b>	<b>5.716</b>	<b>1,6</b>
Etat	3.183	3.018	3.640	20,6
Entreprises publiques	2.638	2.608	2.076	-20,4
<b>Service de la dette extérieure</b>	<b>8.389</b>	<b>10.574</b>	<b>12.742</b>	<b>20,5</b>

Source : Ministère du Budget et Services du FMI

Les remboursements du principal ont totalisé un montant de 5.716 millions FDJ en 2017, en légère hausse de 1,6% par rapport à leur niveau de 2016. Par contre, les charges d'intérêts payées ont connu une progression importante de 42% au cours de la même période sous revue, en s'établissant à 7.026 millions FDJ.

Les paiements effectués par les entreprises publiques courant l'année 2017, se sont chiffrés à 2.076 millions FDJ en amortissements et 1.951 millions FDJ en intérêts, soit une baisse de 20,4% pour les premiers et une hausse de 71% pour les seconds. Ces sommes ont surtout permis aux entreprises publiques d'honorer les intérêts moratoires dus et de se désendetter auprès de leurs créanciers multilatéraux.

Quant aux remboursements effectués par l'Etat, ils ont atteint 3.640 millions FDJ en principal et 5.075 millions FDJ en intérêts, soit un accroissement respectif de 20,6% et 33,3% par rapport à l'année précédente.

En termes de soutenabilité du service de la dette, les ratios (Service de la dette/Recettes d'exportations des biens et services et Service de la dette/Recettes budgétaires) se sont situés, respectivement, à 12,8% et 11,9% en 2017. Même si ces deux taux se sont légèrement dégradés, en comparaison avec leur niveau de 2016, ils restent néanmoins en-deçà des seuils de référence fixés, dans l'ordre, à 15% et 18%.

## TROISIEME PARTIE – LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE ET L'EVOLUTION DE LA STABILITE FINANCIERE

### CHAPITRE -I- LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

#### I- LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE

En application de la loi n°118/AN/11/6<sup>ème</sup> L portant Statuts de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), les organes de la Banque Centrale s'établissent comme suit :

##### 1-1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême de la Banque Centrale, qui exerce ses fonctions régaliennes, conformément à l'article 39 des statuts arrêtant ses attributions. Il est composé du Gouverneur et de six administrateurs nommés par Décret Présidentiel, en fonction de leurs compétences et expériences en matière économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Durant l'année 2017, le Conseil d'Administration de la Banque Centrale a tenu les quatre réunions statutaires, qui ont notamment porté sur l'analyse et l'approbation des états financiers de la Banque Centrale arrêtés au 31 décembre 2016, les réalisations du budget 2016, les prévisions et ajustements budgétaires de l'année 2017. Le Conseil d'Administration a ensuite examiné le rapport annuel de la Banque Centrale pour l'exercice 2017 avant sa publication, le rapport d'audit externe de l'année 2017 réalisé par le Cabinet Ernst & Young. Le Conseil a également passé en revue les principaux projets en cours à la Banque Centrale. Il a enfin pris connaissance du rapport d'activité des réunions du Comité d'Audit.

##### 1-2 DIRECTION

La direction est investie des pouvoirs les plus étendus d'administration, de décision et de contrôle. Le Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti, M. Ahmed Osman, en assure la gestion opérationnelle et fonctionnelle. Le Gouverneur préside le Conseil d'administration, prépare et met en œuvre ses décisions ; il nomme aux emplois de la BCD et la représente vis-à-vis des tiers.

La mise en œuvre des décisions de la Direction est appliquée par les Responsables des Services.

##### 1-3 ORGANES DE CONTROLE

Les organes de contrôle de la Banque Centrale sont :

- Comité d'audit ;
- Audit interne ;
- Contrôle interne ;
- Audit externe.

Le Comité d'audit est composé de trois membres non-exécutifs du Conseil d'Administration. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil d'Administration dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

L'audit interne a été initié au sein de la Banque Centrale en avril 2017 pour renforcer les différents organes de contrôle. Son rôle consiste à atteindre les objectifs de la direction en adoptant une approche systématique et méthodique pour l'évaluation et l'amélioration de l'efficacité des processus en matière de gouvernance. Il assiste le Comité d'Audit dans le cadre de ses responsabilités.

Au cours de l'exercice 2017, le Comité d'Audit a tenu trois réunions conformément à la périodicité édictée dans la Charte du Comité d'Audit. Il assure la possibilité de recevoir les informations de façon permanente sur l'organisation, le fonctionnement et les risques de l'institution.

A cet égard, certains sujets reviennent périodiquement à chacune de ses réunions (suivi des recommandations, matrice des activités du Comité d'Audit, etc.), ce qui est de nature à instiller au sein de la Banque Centrale le sentiment d'un contrôle régulier de ses activités.

Les membres du Comité ont passé en revue, entre autres, les rapports des auditeurs externes, la matrice de suivi des recommandations et le projet de la Charte de l'Audit Interne.

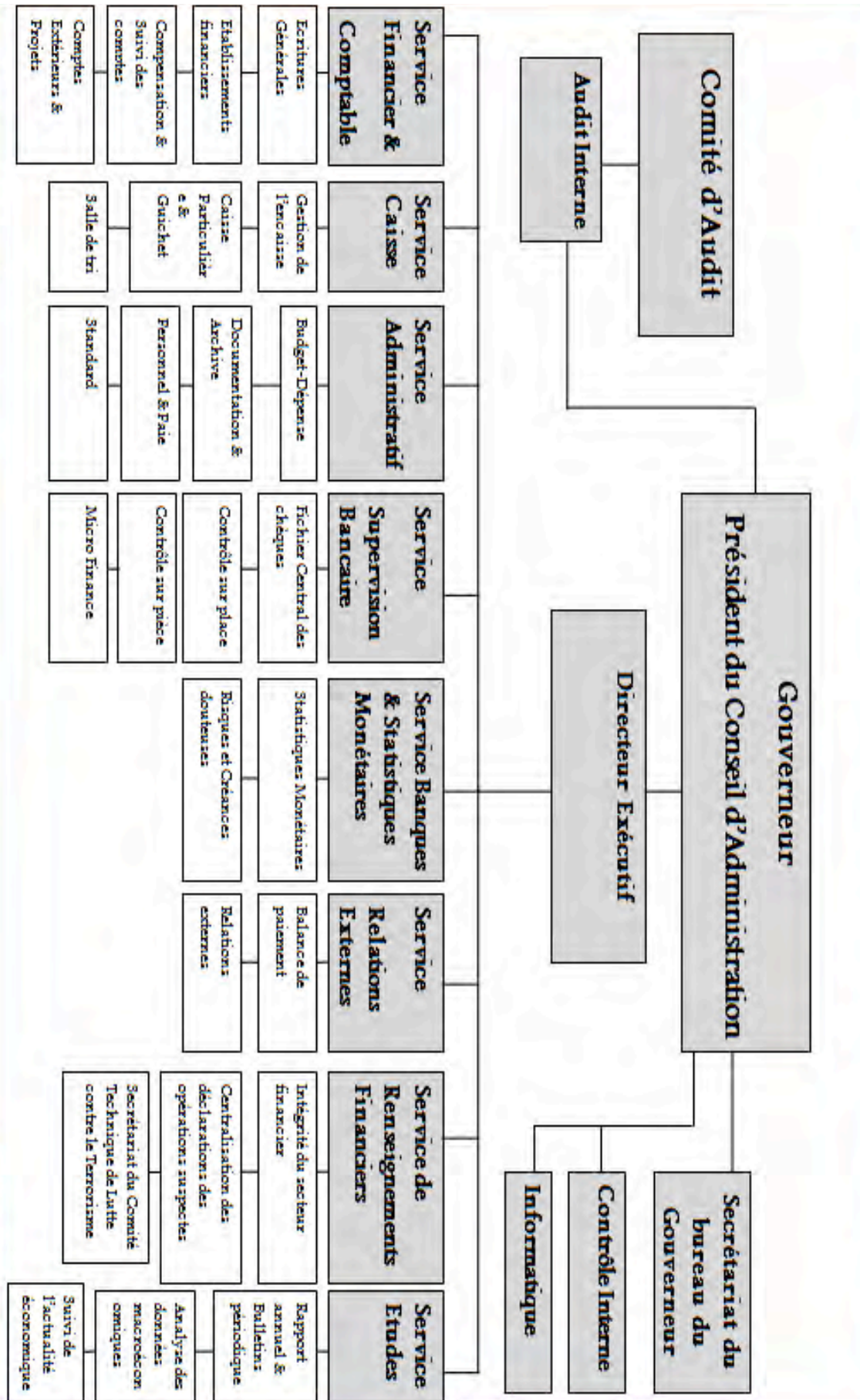
L'audit interne effectue actuellement une mission relative à un état des lieux en matière de gouvernance de la Banque Centrale. Un projet de Charte de l'Audit Interne est en cours d'adoption par le Gouverneur et le Comité d'Audit de la Banque Centrale.

De leur côté, les contrôleurs internes ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leur compétence, conformément aux Statuts de la Banque Centrale et aux Normes Internationales d'Audit. Le dispositif de contrôle interne de la Banque Centrale se résume aux contrôles fiduciaires et comptables.

L'audit externe a été effectué par le Cabinet Ernst & Young. L'audit externe a concerné la situation financière au 31 décembre 2017, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.



## ORGANIGRAMME DE LA BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI – 2017



## II- LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

### 2-1 EFFECTIF

L'effectif du personnel de la Banque Centrale s'est accru, passant de 62 à 67 agents entre 2016 et 2017. La multiplication des établissements financiers et la diversité de leurs activités exigent des prestations de qualité du personnel. A cette fin, la Banque Centrale avec des cadres d'un niveau de formation supérieur, pourra répondre efficacement aux objectifs assignés face aux besoins du secteur financier.

Catégorie	2016			2017		
	H	F	Total	H	F	Total
Cadre supérieur	14	8	22	16	9	25
Cadre moyen	4	5	9	4	5	9
Agent	14	17	31	16	17	33
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>30</b>	<b>62</b>	<b>36</b>	<b>31</b>	<b>67</b>

Source : BCD

### 2-2 FORMATION PROFESSIONNELLE

Afin d'assurer le renforcement des capacités et le dynamisme de son personnel, la Banque Centrale poursuit son programme de formation et s'est donnée le moyen de faire participer son personnel à des séminaires, cours et ateliers organisés sur place et/ou à l'étranger dans divers domaines pour un meilleur perfectionnement.

En interne, des formations ont été organisées par la Banque Centrale en collaboration avec des institutions internationales dans les domaines suivants :

- Service Banques & Statistiques Monétaires

Ce département a bénéficié d'une mission d'assistance technique du Fonds Monétaire International sur les statistiques monétaires et financières. L'objet de cette mission portait sur la migration vers les nouveaux formulaires de déclarations standardisées (FDS) conformément au manuel des statistiques monétaires du Fonds Monétaire International.

- Service de Renseignements Financiers

Au mois de novembre, les cadres de ce département et ceux de la Supervision bancaire ont participé à un atelier organisé conjointement avec Global Center on Cooperative Security et d'autres partenaires qui s'associent pour lutter contre les flux financiers illicites en Afrique de l'Est.

- Service de Supervision Bancaire

Au cours du mois de décembre, l'ensemble du personnel de ce département a bénéficié d'une formation sur le crédit-bail dispensée par des experts de la Société Financière Internationale (Banque Mondiale).

Dans le cadre de l'assistance technique, deux formations dont l'une portait sur le système de paiement et une autre sur la supervision centrée sur l'évaluation des risques bancaires ont été dispensées par des experts de l'Institut de formation de la Banque de France (IBFI).

A l'étranger, des cadres de différents départements de la banque ont suivi les formations suivantes :

- ~ un cadre a participé à un séminaire sur la vulnérabilité extérieure organisé par l'Institut de la Banque de France à Paris ;
- ~ un cadre a pris part à un séminaire sur l'évaluation du risque de crédit des entreprises non financières dans une banque centrale organisé par l'Institut de la Banque de France à Paris ;
- ~ un cadre a participé à une formation sur la comptabilité d'une banque centrale et gestion budgétaire organisée par l'Institut de la Banque de France à Paris ;
- ~ un cadre a bénéficié d'une formation portant sur l'administration et le maintien de l'infrastructure Windows Server 2012 organisée par Global Knowledge /Microsoft Partner Learning à Dubaï ;
- ~ trois cadres ont participé à une formation sur la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment des capitaux au Kenya ;
- ~ un cadre poursuit une formation de Master II dont les cours sont dispensés par le CEFEB à Marseille en France ;
- ~ un cadre a participé à une formation sur la gestion des risques financiers et opérationnels organisée par l'Institut de la Banque de France à Paris ;
- ~ un cadre a bénéficié d'une formation sur les indicateurs de solidité financière de l'Institut de formation pour l'Afrique du Fonds Monétaire International à Maurice ;
- ~ un cadre a participé à un atelier interrégional sur la lutte contre le financement de l'extrémisme violent au Sahel et dans la Corne de l'Afrique organisé par l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime l'ONUDC ;
- ~ un cadre a participé à une formation sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme auprès du Trésor américain à Washington ;
- ~ un cadre a pris part à une formation sur l'introduction à la réglementation des accords de Bâle II et III auprès du Centre de Formation du FMI pour l'Afrique à Maurice ;
- ~ deux cadres ont participé à une formation sur l'élaboration des comptes financiers de la balance des paiements organisée par le département des statistiques du Fonds Monétaire International à Douala ;
- ~ un cadre a participé à une formation sur la transformation de banque centrale dans le cadre de la bonne gouvernance organisé par l'Institut de la Banque de France à Paris ;
- ~ un cadre a participé à un atelier portant sur la validation d'un manuel sur les risques systémiques organisé par l'Institut Monétaire du COMESA à Nairobi ;
- ~ un cadre a participé à une formation sur le stress-testing sur les systèmes bancaires organisée par l'Institut de la Banque de France à Paris ;
- ~ trois cadres ont participé à une formation sur la lutte contre l'extrémisme violent et la prévention au Botswana ;

- ~ un cadre a participé à une formation portant sur la problématique actuelle de la supervision et de la régulation organisée par l'Institut du FMI au Koweït ;
- ~ deux cadres ont participé à un atelier sur les statistiques des envois de fonds pour les Etats membres de l'union Africaine à l'Institut du FMI aux Seychelles ;
- ~ un cadre a participé à un atelier sur les statistiques de la balance des paiements organisé par l'Institut de la Banque de France à Paris ;
- ~ un cadre a participé à un atelier sur le cadre juridique et la réglementation du marché des transferts de fonds dans les Etats membres de l'Union Africaine à Dakar.

### III- LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE

#### 3-1 LE MOUVEMENT GENERAL DU SERVICE CAISSE

Activités de la salle de tri, 2016-2017							
							En milliers FDJ
Billets	Nombre de coupures validées		Nombre de coupures annulées		Nombre de coupures triées		Taux de récupération
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	
500	-	-	-	-	-	-	-
1.000	282 000	194 000	326 000	105 000	608 000	344 000	56%
2.000	678 000	1 911 000	493 000	411 000	1 171 000	2 350 000	81%
5.000	9 084 000	9 384 000	2 498 000	1 985 000	11 582 000	11 398 000	82%
10.000	13 348 000	35 126 000	2 377 000	3 760 000	15 725 000	38 784 000	90%
<b>Total</b>	<b>23 392 000</b>	<b>46 615 000</b>	<b>5 694 000</b>	<b>6 261 000</b>	<b>29 086 000</b>	<b>52 876 000</b>	<b>88%</b>

Source : BCD

En matière de récupération, le billet de 10.000 FDJ conserve la meilleure place avec un taux de réutilisation de 90%.

Récupérés respectivement à 82% et 81%, les billets de 5.000 FDJ et de 2.000 FDJ sont en bon état, tandis que la coupure de 1.000 FDJ, avec un taux de récupération de 56% seulement, demeure le billet le plus utilisé.

### 3-2 Les billets émis

<b>Billets émis neufs et valides, 2015-2017</b> en nombre de paquets de 1.000 billets			
<b>Coupsures</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
500 FDJ	0	0	0
1 000 FDJ	367	498	836
2 000 FDJ	855	1 449	1 386
5 000 FDJ	1 383	2 434	2 397
10 000 FDJ	1 974	3 642	4 178

Source : BCD

Le billet de 10.000 FDJ est le plus demandé par le public en 2017, avec une progression annuelle de 15%. La demande de billets de 5.000 FDJ et de 2.000 FDJ a connu une baisse de 1,5% et de 4,3%, respectivement, tandis que le billet de 1.000 FDJ a enregistré une accélération de sa demande, en hausse de plus de 67%.

#### IV- LA DIFFUSION DES STATISTIQUES MONÉTAIRES

La Banque Centrale a continué à moderniser ses outils statistiques, notamment dans le domaine monétaire et financier, dans le but de se conformer à la nouvelle méthodologie du manuel des Statistiques Monétaires et Financières de l'année 2000.

Le Service Banques et Statistiques Monétaires a reçu une mission d'assistance technique du Département des Statistiques du FMI qui a passé en revue les recommandations de la mission des statistiques monétaires du mois d'octobre 2016, a validé le passage aux nouveaux formulaires de déclaration standardisés et a élaboré des reportings dédiés aux banques islamiques pour les comptes de résultats et pour la situation comptable des établissements de crédit.

Les formulaires de déclaration standardisés 1SR (Banque Centrale) et les formulaires de déclaration standardisés 2SR (Banques commerciales) établis par la Banque Centrale sont conformes aux recommandations du Manuel du FMI. Également, la Banque Centrale de Djibouti a parachevé la migration vers les formulaires de déclaration standardisés. Les données sont régulièrement transmises pour diffusion dans les ISF (publication du FMI) au Département du FMI par le biais du SCI (Système de correspondance intégré).

Parallèlement, le Service Banques et Statistiques Monétaires continue d'entreprendre une série de réformes visant son système d'information de crédit. Les réformes déjà réalisées sont jugées peu efficaces et ne permettent pas de résoudre la problématique liée à l'accès au financement bancaire, notamment pour les PME/PMI.

Ainsi, pour mener à bien ces réformes, le Service Banques et Statistiques Monétaires a travaillé sur un plan d'action pour la mise en place d'un système d'information sur le crédit opérationnel sur une période courte.

En collaboration avec le ministère de la Justice, le Service Banques et Statistiques travaille sur la révision du Code de Commerce afin de créer un registre des garanties géographiquement centralisé, unifié et consultable en ligne.

Le Service Banques et Statistiques Monétaires a mené deux enquêtes au cours de l'année 2017. La première a porté sur la mise à jour des chiffres relatifs à l'accès aux services financiers de la population adulte et la seconde sur l'inclusion financière et la protection des consommateurs.

#### V- LES ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

Le Service Comptable et Financier est chargé de la comptabilité générale de la BCD et des comptes de tiers (comptes des banques commerciales, FMI, projets, etc.).

Il assure également la tenue des comptes de l'Etat, notamment celui du Trésor National et enregistre l'ensemble des opérations courantes, à savoir :

- les prélèvements des espèces destinés aux Comptables Publics,
- les encaissements des chèques détenus par le Trésor,
- les recouvrements des traites ou autres effets souscrits par/ou tirés sur les assujettis,
- l'acheminement des virements interbancaires émis en couverture de la dette publique intérieure (traitements des salaires, règlements des subventions et factures),
- l'exécution des transferts de fonds en direction de l'étranger (ambassades, bourses des étudiants à l'étranger, remboursement des dettes extérieures, etc.).

Par ailleurs, le Service Comptable et Financier est chargé de la gestion des réserves officielles de change, constituées par les contreparties de la monnaie en circulation, de ses engagements envers les tiers (Banques et Etat essentiellement) et de ses fonds propres.

Les avoirs à l'étranger sont ainsi conservés sous forme de dépôts à vue à la Banque de France, à la Citibank–New York et à la Federal Reserve Bank of New York.



Le tableau ci-dessous relate les différentes activités du Service au cours des deux dernières années :

<b>Activités du Service Comptable et Financier, 2016-2017</b>			
<b>En millions FDJ</b>			
	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Var. 2017/16</b>
Virements interbancaires	58.472	97.552	66,8%
Transferts émis par le Trésor / Etat	24.900	26.494	6,4%
Transferts reçus par le Trésor / Etat	52.177	53.471	2,5%
Transferts émis par les Banques	134.646	196.224	45,7%
Transferts reçus par les Banques	120.823	206.880	71,2%
Compensation	219.429	295.444	34,6%
Encaissement chèques Trésor/Etat	45.913	58.262	26,9%
<b>TOTAL</b>	<b>656.361</b>	<b>934.327</b>	<b>42,3%</b>

Source : BCD

Durant l'exercice 2017, les opérations traitées par le Service ont connu une hausse significative de 42,3% par rapport à 2016.

Tous les postes ont enregistré une hausse durant la période sous revue. Les virements interbancaires et les transferts émis par les comptes du Trésor ont augmenté, respectivement, de 66,8% et de 6,4%, les transferts reçus par les comptes du Trésor ont progressé de 2,5% par rapport à 2016.

Il est constaté par ailleurs, une hausse des transferts émis par les Banques de 62 milliards FDJ par rapport à l'année dernière et une augmentation de 86 milliards FDJ des transferts reçus sur la même période.

La chambre de la compensation a connu également un accroissement de son activité de l'ordre de 76 milliards FDJ en volume, les encaissements de chèques ont, quant à eux, enregistré une hausse de 26,9% par rapport à 2016.

Depuis le début de l'exercice 2017, ont été ouverts des crédits documentaires à hauteur de 999 millions FDJ, principalement en faveur du Ministère de l'Education Nationale-CRIPEN (374 millions FDJ), de l'Hôpital Général Peltier (312 millions FDJ), du Ministère de l'Enseignement Supérieur-Université de Djibouti (145 millions FDJ), de la Protection Civile (62 millions FDJ), de la Police Nationale (52 millions FDJ), du Ministère de l'Équipement (48 millions FDJ) et de l'Institut Supérieur de la Santé (6 millions FDJ).

Par ailleurs, dans le cadre d'une ligne de crédit de 10 millions Dollars US, octroyée par l'Exim Bank of Turkey au Ministère de l'Economie et des Finances, il a été ouvert une lettre de crédit de même montant et destinée à l'importation de matériels de forage pour l'Office Djiboutien de Développement de l'Energie Géothermique (ODDEG).

Enfin, le Chef de Service a participé à la 42<sup>ème</sup> réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque Islamique de Développement qui s'est déroulée à Djeddah du 14 au 18 mai 2017. Il a d'autre part assisté, du 30 octobre au 2 novembre 2017 à Londres, à un séminaire organisé par Citigroup sur les produits dérivés.

## **VI- LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS (SRF)**

### **6-1 ATTRIBUTION ET ORGANISATION**

Le Service de renseignements financiers est le service national en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sur le territoire de la République de Djibouti. Il est chargé d'orienter l'action des autorités nationales et est le principal interlocuteur national en la matière. Il accompagne les entités déclarantes dans leur conformité avec les lois en leur proposant des avis et recommandations stratégiques.

Le Service de renseignements financiers est logé au sein de la Banque Centrale de Djibouti et a recruté un nouveau Chef de service en 2017 pour renforcer ses activités.

### **6-2 DISPOSITIF LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE**

#### **1- L'instruction n°2017-02**

Outre les quatre lois nationales encadrant la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le service de renseignements financiers a participé à l'élaboration de l'instruction n°2017-02 rentrée en application le 4 juillet 2017. Cette instruction établit un certain nombre d'obligations aux institutions financières notamment :

- L'obligation de mettre en place un programme interne de LBC/FT au sein des institutions financières ;
- Mise en place des conditions d'identification de la clientèle ;
- L'obligation de connaître les activités des clients et de surveiller certaines opérations ;
- L'obligation de déclarations au Service de renseignements financiers ;
- L'obligation de conservation ;
- L'obligation de se conformer à des exigences de vérification avec certaines relations internationales.

#### **2- Les lignes directrices**

Des lignes directrices ont été développées par le Service de renseignements financiers afin d'aider les assujettis à remplir leurs obligations juridiques et réglementaires. Ces lignes directrices ont pour objectif d'établir des standards minimums en conformité avec les normes internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le Service de renseignements financiers a ainsi publié sept lignes directrices, à savoir :

- Ligne directrice n°1 sur les déclarations ;



- Ligne directrice n°2 sur les opérations suspectes ;
- Ligne directrice n°3 sur le programme de conformité ;
- Ligne directrice n°4 sur l'évaluation des risques ;
- Ligne directrice n°5 sur les méthodes d'identification ;
- Ligne directrice n°6 sur les personnes politiquement exposées ;
- Ligne directrice n°7 sur la conservation des informations.

### 6-3 COOPERATION INTERNATIONALE

#### 1- Le GAFIMOAN

Le service de renseignements financiers a soumis sa candidature pour être membre du Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord (GAFIMOAN). En date du 5 décembre 2017, le GAFIMOAN a tenu son Assemblée générale à Bahreïn et a adopté le statut de membre de la République de Djibouti.

Le GAFIMOAN est une organisation régionale de coopération visant la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Elle vise à : i) mettre en œuvre les 40 recommandations du GAFI ; ii) appliquer les traités, accords et résolutions pertinents des Nations Unies ; iii) coopérer pour la promotion des normes dans la région ; iv) collaborer dans l'identification et le partage d'expériences dans l'élaboration des solutions relatives aux problématiques régionales ; v) prendre des mesures régionales pour lutter efficacement contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en conformité avec les spécificités culturelles, constitutionnelles et juridiques des pays membres.

Cette adhésion constitue une étape supplémentaire visant à renforcer les mécanismes de contrôle financier et à accroître la coopération internationale avec tous les organes de surveillance étrangers.

#### 2- Les échanges d'information

Des échanges ont eu lieu avec le service de renseignements financiers français (TRACFIN) au cours duquel une entente de principe a été conclue quant aux possibilités d'échanges d'informations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Plusieurs accords de coopération et d'échanges d'informations doivent être signés avec plusieurs services de renseignements financiers de la région.

#### 3- Le groupe Egmont

Le service de renseignements financiers a effectué une demande d'adhésion au Groupe Egmont qui regroupe 151 Services de renseignements financiers dans le monde.

### 6-4 COORDINATION NATIONALE

#### 1- Le Sous-Comité de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Le sous-comité a été institué par le décret n°2006-0083/PR/MJAPM portant application de la loi n°196/AN/02/4<sup>ème</sup> L relative au Blanchiment, la Confiscation et la Coopération Internationale en matière de produits du crime et portant organisation et modalités de fonctionnement du Service de Renseignements Financiers.

Le sous-comité de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme s'est réuni pour la première fois le 5 juillet 2017 à la Banque Centrale de Djibouti, suivi d'une deuxième réunion le 5 octobre 2017.

Le sous-comité d'orientation est chargé de :

- Piloter les travaux du Service de Renseignements Financiers ;
- Étudier les programmes visant à lutter contre les circuits financiers clandestins et illicites, notamment le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- Étudier les projets de conventions de coopération entre le Service de Renseignements Financiers et ses homologues dans les pays étrangers ;
- Développer les activités de recherche et de formation ainsi que toute activité ayant trait au domaine d'intervention du Service de Renseignements Financiers.

Le sous-Comité est composé de :

- Gouverneur de la Banque Centrale (Président) ;
- Procureur de la République ;
- Représentant désigné par le Ministre des Finances ;
- Représentant désigné par le Ministre des Affaires Etrangères ;
- Représentant désigné par le Chef de la Sécurité Nationale ;
- Représentant des Banques commerciales.

#### 2- Les accords d'échanges d'informations nationales

Deux accords d'échange d'information ont été ratifiés avec deux institutions publiques nationales afin de faciliter l'accès aux bases de données à des fins de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Les deux accords ont été ratifiés en novembre 2017.

### 6-5 COMMUNICATION ET OUTILS DE TRAVAIL

#### 1- Le site internet du service de renseignements financiers

En juillet 2017, le Service de renseignements financiers a lancé son site internet ([www.srf.dj](http://www.srf.dj)) à destination du public mais également des assujettis. Le site internet contient plusieurs informations relatives à la LBC/FT notamment le dispositif législatif et réglementaire du pays en la matière, une présentation des prérogatives du Service, les différentes obligations des assujettis, etc. Ce site internet s'inscrit dans un objectif d'accroître la visibilité du Service tout en facilitant l'accès à toutes les informations relatives à la LBC/FT à Djibouti.

#### 2- L'uniformisation des outils de travail

De manière à identifier l'interlocuteur du SRF dans chaque institution financière, le Service a sollicité de chacun de ces institutions la transmission du formulaire de désignation contenant toutes les informations sur le responsable anti-blanchiment. Ces formulaires sont disponibles sur le site internet du Service.

Le Service de renseignements financiers a mis en place de nouvelles formes de transmission des déclarations d'opérations douteuses ou de déclaration de fonds appartenant à des groupes terroristes disponibles sur le site internet du Service. Il s'agit en premier lieu de formulaires en format électronique PDF qui regroupent l'ensemble des informations nécessaires et permettant de débiter l'analyse.

Le service a également mis en place une plateforme électronique de transmission des déclarations ou des données financières. Cette plateforme électronique exige des identifiants uniques pour chaque institution financière du pays.

#### 6-6 FORMATIONS ET REUNIONS DE TRAVAIL

Les formations dont ont bénéficié les employés du Service de renseignements financiers sont les suivantes :

- Le Service de Renseignements Financiers a participé à une formation organisée par AML/CFT Project in the Greater Horn of Africa, du 27 au 30 mars 2017 à Mombasa au Kenya.
- Une formation sur les enquêtes financières pour lutter contre l'Extrémisme Violent du 23 au 27 Octobre 2017 à l'Académie Internationale d'Application de la loi (ILEA) à Gaborone, Botswana.

Le Service de Renseignements Financiers a organisé conjointement avec le COMESA, une Conférence Nationale sur la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le financement du Terrorisme du 24 au 25 Juillet 2017, au Djibouti Palace Kempinski.

En outre, les différentes réunions organisées sont les suivantes :

- Une réunion avec tous les correspondants en matière de LBC/FT des différentes institutions financières le 14 Septembre 2017, pour assurer une meilleure compréhension de l'instruction 2017-02.
- Une réunion des Auxiliaires Financiers, le 04 Octobre 2017.
- Une réunion opérationnelle sur la lutte antiterroriste organisée par Interpol les 14-15 et 16 Novembre 2017 au Sheraton Hôtel et qui a réuni les différents organes spécialisés dans la lutte contre le terrorisme.
- La 5<sup>ème</sup> Conférence Régionale sur le renforcement de la lutte contre le terrorisme et la criminalité en Afrique de l'Est et dans l'Océan Indien, organisée par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) en collaboration avec les autorités judiciaires de Djibouti et en partenariat avec l'AIPPF qui s'est tenue du 3 au 4 Décembre 2017.
- Enfin, une dernière réunion avec les correspondants en matière LBC/FT des banques de Djibouti le 4 décembre 2017 à la BCD.

#### 6-7 OBJECTIFS PRINCIPAUX DU SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Les objectifs visés par le Service de Renseignements Financiers se déclinent, pour l'essentiel, comme suit :

- Augmenter le nombre de déclarations d'opération douteuses ;
- Accroître la pertinence des déclarations par la formation ;
- Améliorer et optimiser les analyses des déclarations ;
- Augmenter les accords de coopération nationale ;
- Organiser davantage d'activités de sensibilisation à l'endroit des assujettis ;
- Formaliser les échanges d'informations avec les pays avec lesquels les flux transactionnels sont les plus importants (Emirats Arabes Unis, France, Arabie Saoudite, Somalie) ;
- Mettre à jour les lois LBC/FT pour les conformer aux normes du GAFI ;
- Se préparer à une évaluation mutuelle du GAFIMOAN ;

- Préparer une évaluation des risques nationaux.

#### VII- LE SERVICE DES RELATIONS EXTERIEURES

La mission première du Service des Relations Extérieures (SRE) consiste en la collecte, la compilation, l'analyse et la diffusion des statistiques de deux agrégats à savoir :

- La balance des paiements qui est un document statistique retraçant sous une forme comptable l'ensemble d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents de la République de Djibouti et les non-résidents au cours d'une période déterminée (mois, trimestre ou année). Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs, autres investissements et avoirs de réserve),
- La position extérieure globale qui retrace à une date déterminée (généralement l'année), l'ensemble des créances et des engagements des résidents vis-à-vis des non-résidents. Elle fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs Djiboutiens.

En plus de sa mission principale, le SRE peut assister la direction de la banque sur toutes les questions d'ordre économiques et/ou monétaires. Il participe également à la rédaction du rapport annuel de la BCD.

Au terme de l'année 2017, le SRE a effectué les tâches suivantes :

- La collecte, la compilation et l'analyse de la balance des paiements de l'année 2016 et 2017,
- La mise à jour et la transmission du rapport annuel sur les régimes et les restrictions de change de Djibouti au Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI,
- Dans le cadre de la politique de convergence macroéconomique des membres, la transmission des données définitives de l'année 2016 et celles préliminaires de 2017 à l'Institut Monétaire du COMESA,
- La transmission des données statistiques du commerce des services au département des statistiques du COMESA.

Dans le cadre du projet financé par le Gouvernement Japonais pour améliorer les statistiques du secteur extérieur des pays francophones d'Afrique, le SRE a bénéficié d'une mission d'assistance technique du FMI du 02 au 13 avril 2017. L'objectif de cette mission était d'évaluer les sources de données, le champ d'application et les techniques de compilation utilisées dans l'élaboration des statistiques du secteur extérieur. La mission a également évalué le cadre institutionnel dans lequel sont élaborées ces statistiques, les ressources affectées au SRE ainsi que les pratiques de diffusion des statistiques du secteur extérieur.

Le Chef de service a pris part à la 22<sup>ème</sup> réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA qui s'est tenue à Bujumbura (Burundi) du 27 au 30 mars 2017.

Il a également participé en octobre 2017 à la 15<sup>ème</sup> réunion du Sous-comité Politiques Monétaires et de Change du COMESA à Nairobi (Kenya).

Il a pris part à la 21<sup>ème</sup> réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique du 07 au 09 novembre 2017 à Moroni (Comores).

Le Chef de Service et un agent du SRE ont assisté aux Seychelles, du 15 au 17 novembre 2017, à un atelier organisé par l'Institut Africain pour les envois de fonds, sur les statistiques des envois de fonds des Etats de l'Union Africaine.

Enfin, le Chef de service a participé à la 38<sup>ème</sup> réunion du Bureau du Comité des Gouverneurs du COMESA qui s'est déroulée à Bujumbura du 27 au 29 novembre 2017.

## VIII- LE SERVICE DE LA SUPERVISION BANCAIRE

### 8-1 EVOLUTION DU CADRE REGLEMENTAIRE

Des réformes importantes portant sur le toilettage des premières instructions datant de 2011 ont été engagées, avec l'appui de deux missions d'assistance technique du FMI (février et octobre 2017), pour converger vers les standards internationaux et encadrer certains risques. Ainsi, il a été prévu que :

- l'instruction sur les fonds propres devait être revue afin de restreindre le poids potentiel des fonds propres complémentaires en convergence avec les dispositions adoptées dans le cadre de Bâle III. Cette révision doit aussi donner l'occasion de revoir les éléments éligibles aux fonds propres complémentaires ainsi que les déductions à opérer sur les fonds propres de base et en particulier les encours sur les personnes apparentées,
- l'instruction sur les créances douteuses devrait faire l'objet de profondes modifications notamment à la lumière des distorsions existant dans les règles de provisionnement adoptées par toutes les banques de la place. Ces travaux devraient permettre aussi d'introduire l'obligation de procéder à une classification qualitative des créances en fonctions des risques, ce en vue d'exiger des banques une gestion et un suivi par les risques, afin de pouvoir mettre en œuvre une surveillance basée sur les risques,
- la mise en place d'une nouvelle instruction est prévue afin d'encadrer les risques sur les personnes apparentées. Cette instruction se doit de fournir une définition précise des personnes apparentées et fixer les limites d'engagement autorisées ainsi que les modalités de déductions de tout ou partie de ces engagements des fonds propres de base.

Le département de la supervision a procédé en 2017 à une revue complète des outils et manuels de gestion des institutions de micro finance en vue de leur validation.

Par ailleurs, et portant sur l'amélioration du contrôle de la finance islamique, il a été procédé à la mise en place d'un Comité National de la Charia au sein de la Banque Centrale. Ce Comité a pour mission d'aviser et d'informer la Banque Centrale de la conformité des produits financiers et des procédures de fonctionnement des institutions financières islamiques telle que prescrite par la Charia. Ce Comité adresse notamment à la Banque Centrale de Djibouti son avis sur :

- La validation du cadre de gouvernance de Charia des institutions financières islamiques,
- La conformité des produits islamiques par rapport à la Charia,

- Les rapports d'audit de la Charia des institutions financières islamiques.

### 8-2 ACTIVITES DE SUPERVISION BANCAIRE

#### 8-2-1 Agréments et autorisations

Le Service de la supervision bancaire prépare et suit les agréments fournis par la Banque Centrale de Djibouti aux institutions financières et à leurs dirigeants.

A ce titre, le département de la supervision bancaire a été conduit à instruire en 2017 les dossiers d'agrément de deux nouvelles institutions bancaires à savoir :

- la Commercial Bank of Ethiopia, et
- la Silkroad International Bank.

Par ailleurs, le Service de la supervision bancaire a procédé à l'instruction d'un projet de changement de statut de succursale en banque de la Saba African Bank avec installation de son siège social à Djibouti.

Les demandes traitées par le département de la supervision bancaire ont également porté sur :

- la nomination de deux dirigeants responsables d'établissements de crédit,
- l'agrément de commissaires aux comptes,
- l'augmentation du capital de trois banques,
- l'ouverture d'une filiale à l'étranger d'une banque islamique,
- plusieurs dérogations sur la limitation des risques individuels.

#### 8-2-2 Activités de contrôle

Le Service de la supervision bancaire assure le contrôle permanent des établissements assujettis. Ce contrôle est effectué sur la base des états transmis par les établissements assujettis selon une périodicité qui peut être mensuelle, trimestrielle et annuelle. L'exploitation de ces informations ont permis d'évaluer les acteurs du secteur financier.

Afin de compléter l'analyse de la situation de chacun des établissements, le service organise des réunions bipartites avec les responsables des institutions assujetties. Chaque entretien individuel donne lieu à des mesures correctrices et à des lettres de suite pour en assurer le suivi.

Tous les établissements font l'objet d'une fiche d'analyse trimestrielle, synthétisant leur situation par zone de risques, consolidée par une évaluation annuelle.

Le bilan opérationnel du contrôle permanent au titre de l'année 2017 se résume comme suit :

Nombre d'établissements ayant fait l'objet d'une évaluation du rapport annuel de contrôle interne	10
Nombre de réunions d'information avec les directions d'établissement relatives à leur situation générale	12



Nombre d'auxiliaires financiers ayant fait l'objet d'un contrôle sur place	7
Nombre d'institutions de microfinance ayant fait l'objet d'un contrôle sur place	1

Sur la base du travail d'analyse du contrôle permanent, le pôle de contrôle périodique a mené courant 2017 plusieurs missions d'inspection sur place des établissements assujettis. Ces missions programmées en fonction de leur priorité, ont permis de confirmer ou de compléter les évaluations issues du contrôle permanent. Ces missions ont été dépêchées auprès de deux banques, sept auxiliaires financiers et de la CPEC du Nord.

Des réunions d'informations et de travail ont été tenues avec les dirigeants de banques sur les orientations et perspectives de développement de leurs établissements. Des entretiens individuels ont été menés courant 2017 avec tous les responsables de contrôle interne des banques assujetties à la Loi bancaire.

### 8-3 AUTRES ACTIVITES DU SERVICE

Fin 2016, le Service de la supervision bancaire a élaboré un plan d'actions pluriannuel en s'appuyant notamment sur les recommandations du Programme d'Evaluation du Secteur Financier de 2008 et le retour d'expérience des exercices antérieurs. Ce plan d'actions s'inscrit dans le prolongement de la feuille de route de 2011 dont la principale cible porte sur le renforcement des capacités de la supervision bancaire.

Le plan d'actions comprend quatre volets recouvrant tous les aspects de la supervision bancaire afin de renforcer (i) le cadre légal et réglementaire, (ii) le contrôle sur pièces, (iii) le contrôle sur place et (iv) la formation. Ce nouveau plan fixe dans une feuille de route les actions prioritaires à mener pour renforcer durablement la supervision bancaire et conforter à terme le cadre juridique des actions de la Banque Centrale de Djibouti en ce domaine.

En mai 2017, le Service de la supervision bancaire a également pris part à la réunion du Comité directeur du Centre Régional d'Assistance Technique pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (METAC) organisé à Amman.

Le département de la supervision bancaire a intensifié en 2017 la surveillance transfrontière à travers les échanges avec les superviseurs marocains et tanzaniens. La Banque Centrale de Djibouti a participé en mai 2017 à la troisième réunion du Collège des superviseurs du Groupe BMCE (Banque Marocaine du Commerce Extérieure) organisée par la Bank Al-Maghrib à Casablanca. Les représentants de la Banque Centrale de Djibouti ont également contribué aux travaux du premier Collège de superviseurs du Groupe EXIM Bank tenu à Arusha en juin 2017 sous l'égide de la Bank Of Tanzania.

Dans le domaine de la Finance islamique, le service de la supervision bancaire a participé activement, en novembre 2017, à l'organisation et aux travaux du Forum Africain de la Finance Islamique destiné à promouvoir le développement de la finance islamique sur le continent.

Par ailleurs, le Service de la supervision bancaire a fourni un appui technique à la mise en place du Comité National de la Charia créé au sein de la BCD. Ce Comité composé de cinq membres a pour mission d'aviser et d'informer la BCD de la conformité des produits

financiers et des procédures de fonctionnement des institutions financières islamiques établies à Djibouti. Des réunions régulières sont organisées depuis février 2017 avec les membres de ce Comité pour accompagner l'opérationnalisation de ce Comité logé dans les locaux de la Banque Centrale.

Le Service de la supervision bancaire a coordonné en novembre et en décembre 2017 les activités de la mission de la SFI portant sur l'introduction du crédit-bail à Djibouti. Une loi portant sur le crédit-bail a été promulguée en mai 2017 par le Gouvernement. Des ateliers de sensibilisation et de vulgarisation ont été organisés pour les PME/PMI, les banques et les institutions de microfinance sur ce nouveau mode de financement. Un plan d'actions a été élaboré pour le développement du crédit-bail à Djibouti, considéré comme un outil de référence pour le financement des PME/PMI.

Le département de la supervision a contribué courant décembre 2017 aux travaux d'évaluation rapide du secteur financier menés par une mission de la Banque mondiale. L'objectif de cette mission a été de mettre à jour l'état des lieux sur les performances enregistrées ces dernières années par le système financier et de prioriser les domaines de réformes pour accroître la contribution du secteur bancaire à la croissance économique.

### IX- LE SERVICE DES ETUDES

Dans le cadre de sa mission, le Service des Etudes est chargé d'assurer les attributions suivantes :

- Elaboration et publication du rapport annuel de la BCD ;
- Elaboration et publication des bulletins mensuel et trimestriel ;
- Suivi de l'actualité économique nationale et internationale à travers la publication de notes de conjoncture ;
- Assister la Direction sur les dossiers relatifs aux Etudes et Projets ;
- Participation à l'élaboration et/ou au renforcement de la réglementation du secteur financier ;
- Collecte et analyse des principales données macroéconomiques ;
- Elaboration et publication d'études économiques périodiques ;
- Collecte des données des établissements publics ;
- Suivi des agrégats budgétaires et du TOF ;
- Suivi et collecte des données des grands projets et des différents bailleurs (FMI, BM, BAD, BID, etc.) ;
- Suivi des étudiants stagiaires ;
- Chargé de la communication de la BCD et des moyens d'informations.

Au cours de l'année 2017, le Service des Etudes a réalisé les activités suivantes :

- La rédaction et la publication du Rapport annuel 2017 de la Banque Centrale en y apportant des améliorations substantielles, tant sur la forme que sur le contenu ;
- La mise à jour et l'alimentation en données du site web de la Banque Centrale ;
- La contribution à l'organisation du Sommet Africain des Banques Islamiques tenu à Djibouti en novembre 2017 ;
- La participation à diverses réunions techniques et thématiques d'ordre économique et financière ;
- Assister la Direction de la Banque pour toutes les questions économiques et financières ;



- En représentation de la Banque Centrale, le Chef du Service des Etudes fait partie du Comité national chargé du suivi de la mise en œuvre du projet de construction de la nouvelle ligne de chemin de fer Djibouti/Addis-Abeba. A ce titre, il a participé aux différentes réunions mixtes avec la partie Ethiopienne, consulté sur le volet financier du projet ;
- L'orientation et l'encadrement des étudiants stagiaires à la Banque Centrale.

## CHAPITRE -II- L'EVOLUTION DE LA STABILITE FINANCIERE

### I- PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS DU SERVICE DE LA SUPERVISION BANCAIRE

Le Service de la supervision bancaire est chargé de contrôler et de surveiller les établissements financiers (banques, institutions de microfinance et auxiliaires financiers). Son objectif principal vise, à travers les contrôles sur pièces et sur place des institutions assujetties la protection des déposants et l'identification des risques potentiels qui peuvent peser sur la stabilité du système financier.

Après l'élaboration de la loi bancaire et de plusieurs instructions portant sur le contrôle des risques bancaires en 2011, le service de la supervision bancaire a procédé à la refonte de la plupart des textes réglementaires (créances en souffrance, composition des fonds propres) et à la mise en place de nouvelles instructions (personnes apparentées, gouvernance dans les institutions financières et gestion des risques). L'objectif recherché est non seulement de renforcer le cadre réglementaire et de surveillance des banques, mais aussi de converger vers les normes et pratiques internationales en la matière.

Parallèlement au dispositif de surveillance sur pièces, le service de la supervision bancaire effectue des missions de contrôle sur place dans les institutions assujetties. Sept auxiliaires financiers, deux institutions de microfinance et deux banques commerciales ont fait l'objet d'un contrôle sur site courant 2017.

### II- LA STRUCTURE DU SECTEUR FINANCIER

La structure du système financier djiboutien reste dominée par les banques commerciales. Au terme de l'année 2017, douze banques sont en activité, dont trois islamiques. La libéralisation du secteur financier initiée en 2006 a permis l'arrivée de banques essentiellement issues de la région (Yémen, Tanzanie, Ethiopie, etc.). La plupart des banques établies à Djibouti sont des établissements à capitaux majoritairement étrangers.

Le système financier non bancaire est, quant à lui, constitué de vingt auxiliaires financiers agréés (bureaux de change et/ou de transferts), de trois institutions de microfinance, de deux compagnies d'assurance<sup>2</sup> et d'une institution financière spécialisée dans le financement des petites et moyennes entreprises et industries, le Fonds de Développement Economique de Djibouti.

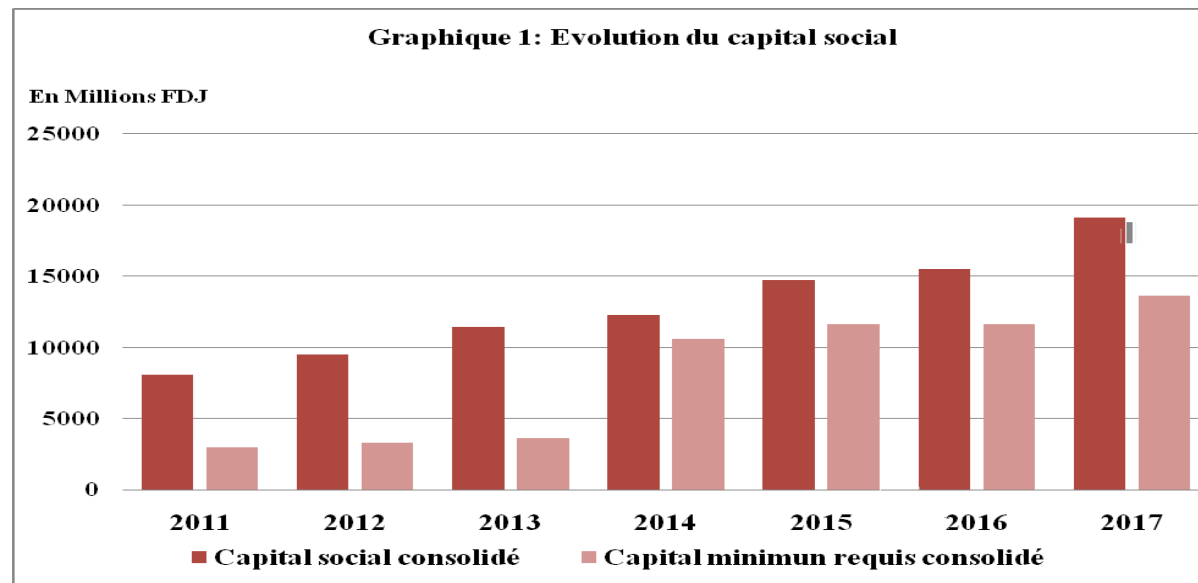
Conformément à l'article 14 de la loi n°119/AN/2011/6<sup>ème</sup> L, le montant du capital social des établissements de crédits doit être en permanence au moins égal à 1 milliard FDJ. En promulguant cette loi, la Banque Centrale de Djibouti a relevé en 2011 le capital social des banques dont le montant minimum fixé était de 300 millions FDJ auparavant.

Une période de grâce de trois années a été accordée aux banques pour qu'elles puissent se conformer aux dispositions de la loi bancaire. A ce jour, l'ensemble des établissements de crédits de la place se sont pliés aux règles et se sont progressivement capitalisés.

Fin 2017, le montant global du capital social au sens strict du terme se chiffrait à 19.114 millions FDJ, soit une augmentation de plus de 11.055 millions FDJ depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi bancaire en 2011. Ainsi, l'établissement des nouvelles banques (Commercial Bank of Ethiopia et Silk Road International Bank) et l'augmentation du

<sup>2</sup> Les compagnies d'assurance sont sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances.

capital social d'une autre banque ont engendré une capitalisation de plus 3.580 millions FDJ pour le seul exercice 2017, soit une augmentation de 23,1%.



Source : BCD

Le capital social au sens large du terme (capital social, réserves et résultats en instance d'approbation) des banques a été en augmentation continue et s'est chiffré à 33.353 millions FDJ en décembre 2017, soit un accroissement de plus 24.339 millions FDJ depuis fin 2011.

L'augmentation du nombre des banques en activité et l'intensification de la compétition entre celles-ci s'est traduite par le progrès des indicateurs d'inclusion financière. Les nombres d'agences et l'ouverture des comptes se sont accrus : 8 nouvelles agences et 26.906 nouveaux comptes bancaires se sont créés entre 2016 et 2017. L'accroissement du nombre d'établissements de crédits stimule celui des infrastructures financières comme les guichets automatiques qui sont passés de 62 à 80 au cours de la même période.

L'arrivée des banques islamiques qui offrent de nouveaux produits et services conformes aux principes de la Charia a attiré près de 20% de la clientèle bancaire. En termes de crédits, les banques islamiques ont représenté 16,3% en décembre 2017 alors qu'ils ont accordé 6,7% des concours bancaires, soit plus de 9,6 points par rapport à décembre 2011.

Le taux de bancarisation s'est accru à environ 25% de la population adulte fin 2017, soit une amélioration de plus de 2,2 points par rapport à 2014.

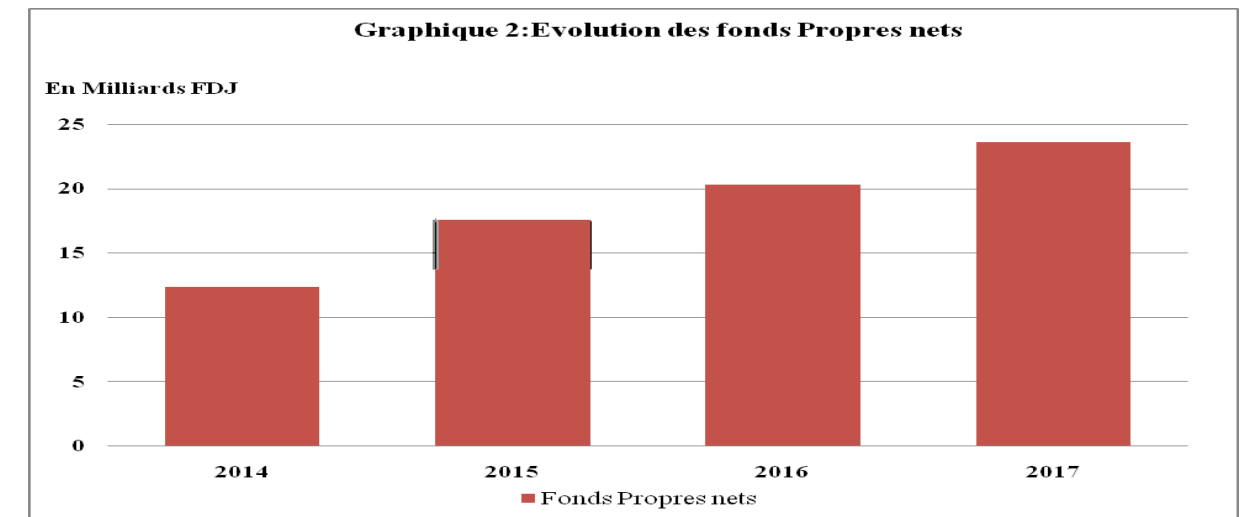
### III- L'EVOLUTION DES INDICATEURS FINANCIERS

Conformément aux textes réglementaires en vigueur, les banques ont, dans l'ensemble, respecté les différents ratios prudentiels pour assurer la stabilité et la solidité du système bancaire. En cas de non-respect de la législation, les banques font l'objet, en plus des sanctions prévues par la réglementation, d'un suivi rapproché par le service de la supervision bancaire à travers des mesures correctrices urgentes et des entretiens avec la direction générale et les responsables des principaux départements.

### 3-1 LES FONDS PROPRES NETS

Les banques opérant sur la place financière se sont progressivement capitalisées depuis l'instauration de la représentation minimum fixée à 1 milliard FDJ en 2011.

Compte tenu de la recapitalisation des banques opérées depuis 2012, les fonds propres consolidés du système bancaire se sont chiffrés à 23,6 milliards FDJ fin 2017, soit plus de 16,2% par rapport à fin 2016.



Source : BCD

### 3-2 LA COUVERTURE DES RISQUES

A l'exception de 2014, les banques ont respecté le ratio minimum de solvabilité<sup>3</sup>, fixé à 12%. Le ratio de solvabilité est passé de 13,5% à 13,9%, soit une augmentation de 3% au cours de la période 2016-2017, traduisant la solidité du secteur bancaire.

**Couverture des risques**

	Minimum requis	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Fonds Propres nets en milliards FDJ (1)		12,4	17,6	20,3	23,6	16,2%
Engagements pondérés milliards FDJ (2)		109,2	129,6	150,8	169,7	12,5%
Ratio de solvabilité (en %) (1/2)	12%	11,3%	13,6%	13,5%	13,9%	3,0%

Source : BCD

<sup>3</sup> Le ratio de solvabilité est le rapport entre les fonds propres nets et les risques globaux pondérés en fonction de leur degré de risque.

### 3-3 LA LIQUIDITÉ

Le ratio de liquidité mesure la capacité d'une banque à faire face à ses engagements à court terme. Bien qu'il soit inférieur au seuil de 100% requis, le ratio de liquidité des banques s'est progressivement accru : 7,1 points d'augmentation entre 2014 et 2017.

#### Ratio de liquidité

	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Actifs liquides <sup>4</sup> (1)	185,6	227,8	241,8	303,5	25,5%
Engagements à court terme <sup>5</sup> (passifs à CT) (2)	273,6	316,8	331,1	405,2	22,4%
Ratio de liquidité (1/2)	67,8%	71,9%	73,0%	74,9%	2,6%

Source : BCD

### 3-4 LA QUALITÉ DES ACTIFS

L'année 2017 marque le ralentissement du niveau des créances douteuses, en progression depuis 2014. En effet, le volume des créances douteuses a fortement augmenté entre 2014 et 2016 en passant de 16.968 millions FDJ à 23.869 millions FDJ, soit une augmentation de plus de 6.901 millions FDJ en trois ans. Le portefeuille des prêts douteux a sensiblement baissé en 2017 par rapport à 2016, avec une réduction de 4.509 millions FDJ.

L'amélioration du taux des prêts non performants est imputable à la hausse continue des provisions entre 2014 et 2016 et surtout à une plus grande maîtrise des prêts improductifs bruts observés en 2017.

Le taux de provisionnement des créances douteuses s'est amélioré et s'est situé à 76% en décembre 2017, en hausse de 12,8% par rapport à décembre 2016.

<sup>4</sup> Les actifs liquides des banques regroupent les soldes de trésorerie des banques si elles sont prêteurs, 75% de concours ayant au plus un mois à courir, 70% des obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe, 50% des comptes ordinaires débiteurs de la clientèle, le solde des comptes de recouvrement et enfin les excédants des accords de refinancement selon l'instruction n°2013-03.

<sup>5</sup> Le solde de trésorerie des banques si elles sont emprunteurs, 70% de la partie des comptes à terme ayant un mois à courir, 30% des encours cumulés des comptes à terme et des bon des caisses, 30% des comptes à vue créditeurs des entreprises, 20% des comptes à vue créditeurs des particuliers, le solde des comptes de recouvrement et le l'excédent des accords de refinancement donnés à des établissements de crédits agréés en République de Djibouti.

### Prêts non performants et provisions des banques

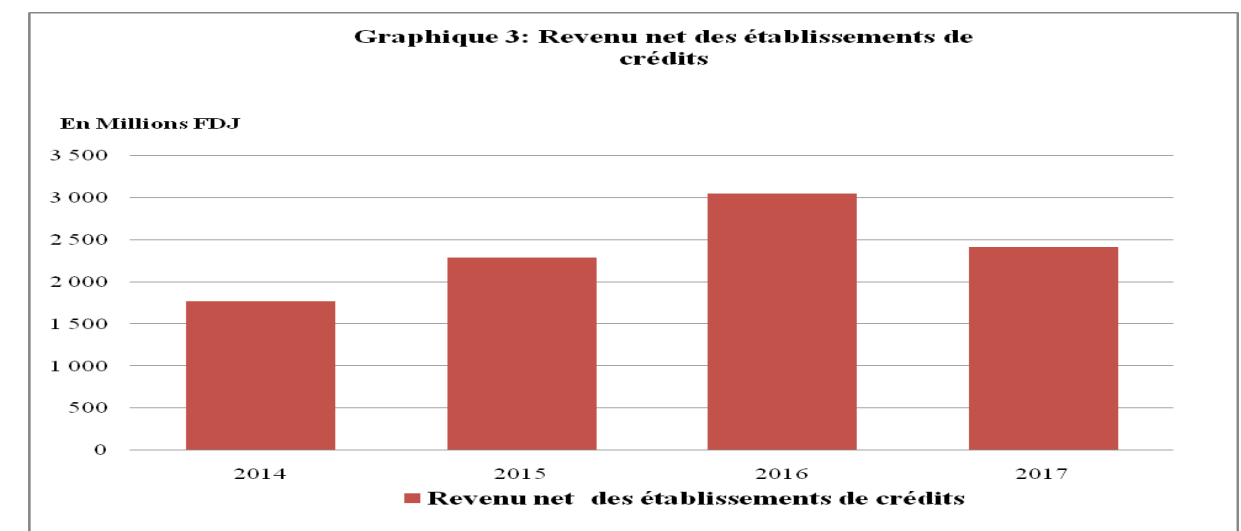
En millions FDJ sauf indications contraires	2014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Prêts improductifs bruts (1)	16.9680	19.995	23.869	19.360	-18,9%
Total des prêts bruts (2)	90.594	100.201	106.214	117.187	10,3%
Provisions (3)	10.666	12.115	16.050	14.684	-8,5%
Taux de prêts non performants (1/2)	18,7%	19,9%	22,5%	16,5%	-26,7%
Taux de provisionnement (3/1)	62,8%	60,6%	67,2%	75,8%	12,8%

Source : BCD

### 3-5 LA RENTABILITÉ DES BANQUES

A fin 2017, le résultat net consolidé des banques s'est chiffré à 2,4 milliards FDJ, ce qui constitue un accroissement de plus de 648 millions FDJ par rapport à fin 2014. Toutefois, en comparaison au niveau enregistré en 2016, il s'agit d'une diminution nette de 628 millions FDJ.

Le taux de rentabilité des fonds propres (ROE) s'est situé à 11,1% fin 2017, soit une baisse de 2 points par rapport à fin 2014 (13,1%). L'année 2016 est considérée comme la plus rentable pour l'ensemble des banques (15,4%).



Source : BCD

### IV- L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

Fin 2017, le bilan consolidé des banques s'est situé à 438,1 milliards FDJ, soit une hausse de 21,2% par rapport à fin 2016 (361,6 milliards FDJ).

Les crédits nets des banques sont passés de 93,1 milliards FDJ à 102,3 milliards FDJ sur la même période. Les crédits à moyen et long termes ont représenté 37,8% des concours bancaires octroyés en 2017.

Pour ce qui concerne les dépôts de la clientèle, ils ont connu une augmentation significative de 25,8% en passant de 284,6 milliards FDJ à 358,2 milliards FDJ entre 2016 et 2017. Le taux de transformation s'est légèrement détérioré en passant de 32,7% en 2016 à 28,6% en 2017, soit une baisse annuelle de 4,1 points.

# ANNEXES



Annexe I - Tableau des opérations financières de l'Etat, 2013-2017

En millions FDJ

Rubriques	2013	2 014	2015	2016	2017	Var. 2017/16
<b>PIB nominal</b>	<b>258 549</b>	<b>281 409</b>	<b>308 278</b>	<b>336 649</b>	<b>371 021</b>	<b>10,2%</b>
<b>Recettes et Dons</b>	<b>96 235</b>	<b>87 325</b>	<b>113 740</b>	<b>112 810</b>	<b>116 138</b>	<b>2,9%</b>
<b>Recettes intérieures</b>	<b>84 783</b>	<b>74 126</b>	<b>94 753</b>	<b>105 231</b>	<b>107 212</b>	<b>1,9%</b>
<i>Recettes fiscales</i>	<i>55 067</i>	<i>56 558</i>	<i>61 658</i>	<i>64 894</i>	<i>66 209</i>	<b>2%</b>
- Impôts directs	22 882	22 941	26 724	27 761	27 418	-1,2%
- Impôts indirects	25 108	26 485	31 158	32 320	34 805	7,7%
- Autres impôts	7 077	7 132	3 775	4 813	3 986	-17,25%
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>29 716</i>	<i>17 568</i>	<i>33 095</i>	<i>40 336</i>	<i>41 003</i>	<b>1,6%</b>
<b>Dons</b>	<b>11 452</b>	<b>13 199</b>	<b>18 988</b>	<b>7 579</b>	<b>8 927</b>	<b>17,8%</b>
Projets	8 969	9 521	9 157	6 183	5 026	-18,7%
Budget	2 483	3 678	9 831	1 396	3 901	179,4%
Ratio Recettes budg/PIB	32,8%	26,3%	30,7%	31,2%	28,9%	
<b>Dépenses</b>	<b>97 425</b>	<b>97 222</b>	<b>115 240</b>	<b>119 781</b>	<b>117 172</b>	<b>-2,2%</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>62 038</b>	<b>64 566</b>	<b>70 685</b>	<b>83 013</b>	<b>87 024</b>	<b>4,8%</b>
Salaires	25 131	26 432	27 748	31 073	33 579	8,1%
Matériels	19 171	20 246	22 999	29 983	29 775	-0,7%
Maintenance	1 200	1 456	1 320	1 404	1 525	8,6%
Transferts	13 650	14 084	15 514	16 122	16 562	2,7%
Intérêts	847	892	1 747	3 807	5 200	36,6%
Dépenses courantes sur finance Extér.	2 039	1 456	1 357	623	383	-38,5%
<b>Investissements</b>	<b>35 387</b>	<b>32 656</b>	<b>44 555</b>	<b>36 768</b>	<b>30 147</b>	<b>-18%</b>
Budgétaires	20 700	19 368	30 704	22 173	18 225	-17,8%
Extérieur	14 687	13 288	13 851	14 595	11 922	-18,3%
<b>Solde global (base ordon. dons inclus)</b>	<b>-1 190</b>	<b>-9 897</b>	<b>-1 500</b>	<b>-6 972</b>	<b>-1 033</b>	<b>-85,2%</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-3,5%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-0,3%</b>	
<b>Variations des arriérés (signe - en positif)</b>	<b>-2 686</b>	<b>-1 546</b>	<b>-1 698</b>	<b>-1 650</b>	<b>-363</b>	<b>-78%</b>
<b>Solde global, (base caisse)</b>	<b>-3 876</b>	<b>-11 443</b>	<b>-3 198</b>	<b>-8 622</b>	<b>-1 396</b>	<b>-83,8%</b>
<b>Solde global base caisse (en % du PIB)</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-0,4%</b>	
<b>Financement</b>	<b>3 736</b>	<b>11 312</b>	<b>2 716</b>	<b>4 648</b>	<b>1 467</b>	<b>-68,4%</b>
Intérieur	1 134	10 524	193	-1 885	-2 602	-38%
bancaire	-7 545	-3 024	318	-1 760	-2 477	-40,7%
Non-bancaire	8 679	13 548	-125	-125	-125	0%
Extérieur	2 602	788	2 523	6 533	4 069	-37,7%
<b>Déficit Résiduel</b>	<b>-140</b>	<b>-131</b>	<b>-482</b>	<b>-3 974</b>	<b>71</b>	<b>-101,8%</b>

Source : Ministère du Budget

Annexe II – Structure et composantes de la masse monétaire, 2015-2017

2-1 Composantes de la masse monétaire

En millions FDJ

Composantes	2015	2016	2017	Var. 2017/16
A) Monnaie fiduciaire	30.816	32.918	35.542	8,0%
B) Dépôts à vue en FDJ	101.538	117.193	116.270	-0,8%
. Banques	96.618	112.273	116.270	3,6%
. Trésor	4.920	4.920	-	-
<b>M1 = A+B</b>	<b>132.354</b>	<b>150.111</b>	<b>151.812</b>	<b>1,1%</b>
C) Autres dépôts à vue FDJ	8.829	13.022	12.919	-0,8%
<b>M2 = M1+C</b>	<b>141.183</b>	<b>163.133</b>	<b>164.731</b>	<b>1,0%</b>
D) Dépôts à terme en FDJ	29.331	22.414	33.975	51,6%
E) Dépôts en devises	113.849	123.258	171.858	39,4%
<b>M3 ou Masse monétaire</b>	<b>284.363</b>	<b>308.805</b>	<b>370.564</b>	<b>20%</b>

Source : BCD

2-2 Structure de la masse monétaire

En pourcentage

Composantes	2015	2016	2017	Var. 2017/16
Monnaie fiduciaire	10,8	10,7	9,6	-1,1
Dépôts à vue en FDJ	35,7	38	31,4	-6,6
<b>M1</b>	<b>46,5</b>	<b>48,7</b>	<b>41</b>	<b>-7,7</b>
Autres dépôts à vue en FDJ	3,1	4,2	3,5	-0,7
<b>M2</b>	<b>49,6</b>	<b>52,9</b>	<b>44,4</b>	<b>-8,5</b>
Dépôts à terme en FDJ	10,3	7,2	9,2	2
Dépôts en devises	40	39,9	46,4	6,5
<b>M3</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>-</b>

Source : BCD

Annexe III - Contreparties de la masse monétaire, 2015-2017

3-1 Contreparties de la masse monétaire

En millions FDJ

Composantes	2015	2016	2017	Var. 2017/16
A) Avoirs extérieurs nets	213.292	236.231	297.956	26,1%
B) Créances sur l'Etat	6.652	8.713	8.994	3,2%
C) Crédits à l'économie	102.977	101.415	113.493	11,9%
<b>Total des contreparties (A+B+C)</b>	<b>322.921</b>	<b>346.359</b>	<b>420.443</b>	<b>21,4%</b>
Solde des autres postes nets	-38.559	-37.554	-49.879	32,8%

Source : BCD

3-2 Structure des contreparties

En pourcentage

Composantes	2015	2016	2017	Var. 2017/16
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>75</b>	<b>76,50</b>	<b>80,4</b>	<b>3,9</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>38,5</b>	<b>35,60</b>	<b>33,1</b>	<b>-2,5</b>
- Créances sur l'Etat	2,3	2,80	2,4	-0,4
- Crédits à l'économie	36,2	32,80	30,6	-2,2
<b>Autres postes nets</b>	<b>-13,6</b>	<b>-12,10</b>	<b>-13,5</b>	<b>-1,4</b>

Source : BCD

Annexe IV – Evolution de la rémunération des dépôts, 2016-2017

Catégorie des intérêts créditeurs				
Composantes	En pourcentage			
	2016		2017	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima
<b>1. Particuliers</b>				
Comptes sur livrets	0,22	5,00	0,04	1,50
Comptes à terme	0,35	5,00	0,48	3,50
Bons de caisse	0,31	1,15	0,35	1,15
<b>2. Entreprises</b>				
Comptes sur livrets	1,00	1,5	-	1,50
Comptes à terme	0,35	5,00	0,35	3,50
Bons de caisse	0,31	1,15	0,35	1,15

Source : BCD

## Annexe V – Taux moyens des crédits, 2016-2017

Taux moyens des crédits				
Composantes	En pourcentage			
	2016		2017	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima
<b>1. Particuliers</b>				
Découverts	6,00	18,00	10,00	16,52
Personnels	8,00	16,00	7,03	11,44
Crédits immobiliers	2,26	15,00	6,65	10,00
<b>2. Entreprises/entrepreneurs privés</b>				
<b>Escompte</b>				
< 10 millions FDJ	11,00	17,00	11,00	17,00
<b>Découverts</b>				
< 10 millions FDJ	8,00	16,00	6,47	16,00
de 10 à 50 millions FDJ	4,41	16,00	1,88	16,00
de 50 à 200 millions FDJ	3,85	16,00	2,19	16,00
> 200 millions FDJ	2,41	16,00	1,07	16,00
<b>Autres crédits à court terme</b>				
< 10 millions FDJ	8,00	13,00	8,00	13,00
de 10 à 50 millions FDJ	7,90	13,00	8,00	13,00
de 50 à 200 millions FDJ	7,00	13,00	8,00	13,00
> 200 millions FDJ	5,00	13,00	4,85	13,00
<b>Moyen et long terme</b>				
< 10 millions FDJ	8,00	15,00	8,00	15,00
de 10 à 50 millions FDJ	8,00	15,00	8,00	15,00
de 50 à 200 millions FDJ	7,71	15,00	7,57	15,00
> 200 millions FDJ	6,10	15,00	6,16	15,00

Source : BCD

## Annexe VI - Balance des paiements de Djibouti, 2016-2017

	En millions FDJ					
	2016			2017		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
<b>Compte courant</b>	<b>140 337</b>	<b>170 555</b>	<b>-30 218</b>	<b>135 524</b>	<b>187 703</b>	<b>-52 179</b>
<b>Biens</b>	<b>24 703</b>	<b>125 324</b>	<b>-100 621</b>	<b>25 290</b>	<b>136 477</b>	<b>-111 187</b>
<b>Services</b>	<b>72 100</b>	<b>35 431</b>	<b>36 669</b>	<b>74 371</b>	<b>38 025</b>	<b>36 346</b>
Transports	21 570	21 208	362	22 435	22 983	-548
Voyages	5 950	4180	1 770	6 240	4 945	1 295
Services de communication	3 230	0	3 230	3 748	0	3 748
Services d'assurances	0	3 353	-3 353	0	3 512	-3 512
Autres services	1 925	3 160	-1 235	2 110	2 860	-750
Services des adm. publiques	39 425	3 530	35 895	39 838	3 725	36 113
<b>Revenus</b>	<b>8 905</b>	<b>6 502</b>	<b>2 403</b>	<b>8 329</b>	<b>9 746</b>	<b>-1 417</b>
Rémunérations des salariés	4 986	0	4 986	5 105	0	5 105
Revenus d'investissements	3 919	6 502	-2 583	3 224	9 746	-6 522
Investissements directs	0	1 430	-1 430	0	1 480	-1 480
Investiss. de portefeuille	0	0	0	0	0	0
Autres	3 919	5 072	-1 153	3 224	8 266	-5 042
<b>Transferts courants</b>	<b>34 629</b>	<b>3 298</b>	<b>31 331</b>	<b>27 534</b>	<b>3 455</b>	<b>24 079</b>
Secteur des adm. publiques	29 309	18	29 291	22 159	30	22 129
Autres secteurs	5 320	3 280	2 040	5 375	3 425	1 950
<b>Compte de capital</b>	<b>6 020</b>	<b>0</b>	<b>6 020</b>	<b>4 643</b>	<b>0</b>	<b>4 643</b>
Adm. publiques	6 020	0	6 020	4 643	0	4 643
Transferts des migrants	0	0	0	0	0	0
<b>Compte d'opérations financières</b>	<b>57 960</b>	<b>7 565</b>	<b>50 395</b>	<b>54 262</b>	<b>5 565</b>	<b>48 697</b>
Investissements directs	28 435	0	28 435	29 324	0	29 324
Autres investissements	29 525	0	29 525	24 938	0	24 938
<i>Avoirs de réserves</i>	0	7 565	-7 565	0	5 565	-5 565
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>0</b>	<b>26 197</b>	<b>-26 197</b>	<b>0</b>	<b>1 161</b>	<b>-1 161</b>
<b>Total général</b>	<b>204 317</b>	<b>204 317</b>	<b>0</b>	<b>194 429</b>	<b>194 429</b>	<b>0</b>

Source : BCD

Annexe VII – Position extérieure globale de Djibouti, 2017

En millions FDJ

Composantes	Avoirs	Engagements	Position nette
<b>Investissements directs</b>	<b>0</b>	<b>242.184</b>	<b>-242.184</b>
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Autres investissements</b>	<b>282.457</b>	<b>407.260</b>	<b>-124.803</b>
- Crédits commerciaux	0	0	0
- Prêts	184.259	359.347	-175.088
* Autorités monétaires	0	6.761	-6.761
* Administrations publiques	0	99.318	-99.318
* Banques	184.259	3.116	181.143
* Autres	0	250.152	-250.152
- Monnaie fiduciaire et dépôts	98.198	47.913	50.285
* Autorités monétaires	0	17	- 17
* Administrations publiques	0	0	0
* Banques	61.410	47.896	13.514
* Autres	36.788	0	36.788
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>98.858</b>	<b>0</b>	<b>98.858</b>
- Or monétaire	0	0	0
- Droits de tirages spéciaux	190	0	190
- Position de réserve du F.M.I.	1.300	0	1.300
- Devises	97.368	0	97.368
<b>Position nette</b>	<b>381.315</b>	<b>649.444</b>	<b>-268.129</b>

Source : BCD

Annexe VIII– Bilans résumés et comparés de la BCD, 2016-2017

En millions FDJ

	2016	2017
<b>Actif</b>		
Créances sur l'Etranger	77.122	105.643
Créances sur les Banques	1.380	2.253
Créances sur l'Etat	4.517	3.975
Autres créances	376	381
Immobilisations	609	609
<b>Total de l'actif</b>	<b>84.005</b>	<b>112.861</b>
<b>Comptes Hors-bilan débit</b>	<b>2.729</b>	<b>2.729</b>
<b>Passif</b>		
Emissions (billets et pièces)	37.327	40.858
Engagements extérieurs	14.521	14.572
Fonds de réserve	3	3
Comptes créditeurs Organismes Internationaux	41	17
Comptes créditeurs de l'Etat	9.188	8.974
Comptes créditeurs des Banques	19.573	45.103
Autres Passifs	486	455
Capital, réserves et Résultat en instance d'approbation	2.866	2.878
<b>Total du passif</b>	<b>84.005</b>	<b>112.861</b>
<b>Comptes Hors-bilan crédit</b>	<b>2.729</b>	<b>2.729</b>

Source : BCD



Annexe IX –Comptes de résultat résumés et comparés de la BCD, 2016-2017

En millions FDJ

	2016	2017
<b>Produits d'exploitation</b>		
Produits financiers	208	793
Bénéfice de change	278	251
Autres produits	67	71
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>554</b>	<b>1.115</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Dépenses d'administration	(592)	(885)
Frais financiers	(7)	(21)
Perte de change	-	(176)
Dotation aux amortissements	(83)	(35)
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(682)</b>	<b>(1.116)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(128)</b>	<b>(1)</b>
Résultat exceptionnel	1	11
Résultat sur exercices antérieurs	0	7
<b>Impôt sur le bénéfice</b>	<b>(6)</b>	<b>(4)</b>
<b>Résultat après impôt</b>	<b>(133)</b>	<b>13</b>
Affectation au Fonds de Stabilisation de Change	-	-
Affectation Réserve légale	-	-
<b>RESULTAT NET</b>	<b>(133)</b>	<b>13</b>

Source : BCD

Annexe X : Note méthodologique de la balance des paiements

**I- Définition**

La balance des paiements est un document statistique qui rassemble et ordonne, dans un cadre défini, toutes les transactions économiques et financières entre les résidents d'une économie avec le reste du monde au cours d'une période donnée. Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique. C'est pourquoi, les rubriques (ou comptes) de la balance des paiements sont toujours présentes en termes de flux et non pas de stocks.

**II- Objectif**

La balance des paiements permet d'évaluer l'insertion du pays dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres, de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde (lorsque les sorties de capitaux sont supérieures aux entrées de capitaux) ou placés auprès du reste du monde (quand les sorties de capitaux sont inférieures aux entrées de capitaux). La balance des paiements constitue en outre un élément essentiel de la statistique nationale. Plusieurs éléments tirés de la balance des paiements contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le PIB, compte des transactions courantes dans le revenu national, évolution des avoirs et engagements internationaux de la république de Djibouti (RDD) dans le compte financier).

**III- Organisation institutionnelle**

L'article 8 de la Loi n°118/AN/11/6<sup>ème</sup> L portant modifications des statuts de la Banque Centrale (BCD) confie l'élaboration de la balance des paiements de la RDD à la BCD et prévoit que celle-ci peut entrer directement en relation avec les administrations et services publics, les entreprises publiques et privées, et toute personne physique ou morale exerçant une activité en RDD pour se faire communiquer tous documents et renseignements qui lui sont nécessaires.

Au plan opérationnel, l'élaboration de la balance des paiements est assurée par le Service des Relations Extérieures de la BCD. Les statistiques de la balance des paiements sont diffusées sur une base annuelle sur le site web de la BCD ([www.banque-centrale.dj/rubriques/23](http://www.banque-centrale.dj/rubriques/23)) et aux organismes internationaux, notamment le FMI, le COMESA et l'OMC.

**IV- Règles d'établissement**

*A- Principe de double écriture*

La balance des paiements obéit aux principales règles de la comptabilité générale, et notamment à la règle de la partie double, suivant laquelle chaque opération donne lieu en principe à deux inscriptions :

- la première traduit sa nature économique ou financière ;
- la deuxième, son mode de règlement.

*B- Convention de signe*

Contrairement à la comptabilité nationale dans laquelle les échanges entre la RDD et l'extérieur sont présentés du point de vue du « reste du monde », la balance des paiements est présentée du point de vue de la « Nation ».

Par convention, un chiffre positif (crédit) correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle, c'est-à-dire des échanges de biens, de services et des paiements de revenus. Dans le compte financier, un chiffre positif (crédit) représente une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements, qu'ils soient financiers ou monétaires. Un chiffre négatif (débit) représente l'inverse. Ces inscriptions ne sont pas toujours simultanées, des décalages entre elles pouvant se produire. Il en résulte donc, un déséquilibre entre les crédits et les débits enregistrés sur une période donnée qui alimente le poste « Erreurs et omissions ». Un chiffre négatif (débit) représente une importation ou une dépense.





Ernst & Young  
5, avenue Marchand  
01 BP 2715 Abidjan 01  
Côte d'Ivoire

Tel. : +225 20 30 60 50 / 20 21 11 15  
Fax. : +225 20 21 12 59  
E-mail: eyci@ci.ey.com  
www.ey.com/afrique\_francoophone

Banque Centrale de Djibouti  
BCD  
BP 2118  
Djibouti

Abidjan, le 27 juin 2018

## Rapport d'audit sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

### I. Audit des comptes annuels

#### Opinion

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), comprenant le bilan, le hors-bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2017 ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale de Djibouti au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de la Banque Centrale de Djibouti, et décrites en annexe.

#### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux dispositions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de l'Institution conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Responsabilités du Gouverneur, du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit de la Banque relatives aux comptes annuels

Les comptes annuels sont établis par le Gouverneur de la Banque et approuvés par le Conseil d'Administration.

S.A. avec CA et PDG  
au capital de FCFA 12.000.000  
R.C.C.M Abidjan 7118  
Société d'expertise comptable inscrite à l'Ordre  
des experts-comptables et comptables agréés  
de Côte d'Ivoire  
A member firm of Ernst & Young Global Limited



Building a better  
working world

Page 2

Le Gouverneur de la Banque est responsable de la préparation et de la présentation sincère des comptes annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de la Banque Centrale de Djibouti, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des comptes annuels, il incombe au Gouverneur de la Banque d'évaluer la capacité de la Banque Centrale à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf s'il y a une intention de mettre la Banque en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration et au Comité d'Audit de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque Centrale de Djibouti.

#### Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes

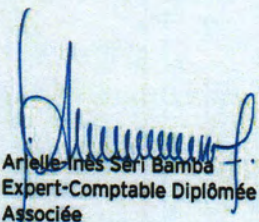
A member firm of Ernst & Young Global Limited



annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire la Banque à cesser son exploitation ;

- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans ces comptes annuels, et apprécions s'ils reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère ;
- nous communiquons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise notamment l'étendue des travaux d'audit, le calendrier de réalisation prévu et les constatations importantes, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young, S.A.



Arielle Inès Seri Bamba  
Expert-Comptable Diplômée  
Associée





**BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI**  
**البنك المركزي الجيبوتي**

---

B.P. 2118 - Djibouti, République de Djibouti  
Tél.: (253) 21 35 27 51 - Fax: (253) 21 35 12 09 / 21 35 62 88,  
E.mail: [bndj@intnet.dj](mailto:bndj@intnet.dj) - [www.banque-centrale.dj](http://www.banque-centrale.dj)

---